



Investir dans les populations rurales

Conseil d'administration

Cent-quarantième session
Rome, 11-12 décembre 2023

Rapport du Président

Proposition de prêt

République d'El Salvador

Programme pour le développement économique durable et inclusif favorisant une nutrition de qualité des zones rurales d'El Salvador (Rural Adelante 2.0)

Numéro du projet: 2000003897

Cote du document: EB 2023/140/R.5/Rev.1

Point de l'ordre du jour: 3 a) i) c) i)

Date: 11 décembre 2023

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 68.

Questions techniques:

Rossana Polastri

Directrice régionale
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: r.polastri@ifad.org

René Castro

Directeur de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: r.castro@ifad.org

Table des matières

Carte de la zone du programme	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	2
II. Description du programme	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	5
D. Cohérence, appropriation et partenariats	6
E. Coûts, avantages et financement	6
III. Gestion du risque	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	11
D. Soutenabilité de la dette	11
IV. Exécution	11
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communications	12
C. Plans d'exécution	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	13

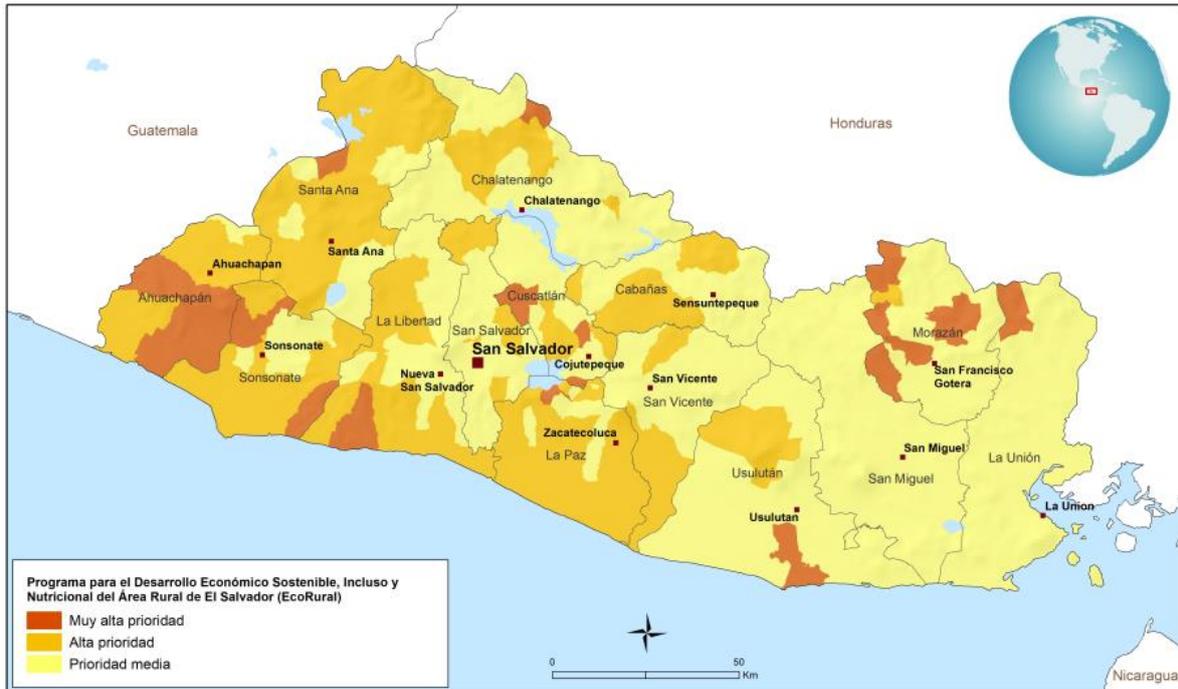
Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Integrated programme risk matrix

Équipe d'exécution du programme

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directeur de pays:	René Castro
Responsable technique:	Marco Camagni
Responsable des finances:	Santiago Alvarez
Spécialiste climat et environnement:	Oliver Page
Juriste:	Pauni Obregon

Carte de la zone du programme



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.
Carte établie par le FIDA | 20/02/2023

Résumé du financement

Institution initiatrice:	Fonds international de développement agricole
Emprunteur/bénéficiaire:	République d'El Salvador
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du programme:	87,39 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	11,80 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Ordinaires
Cofinancier:	Fonds de l'OPEP pour le développement international (Fonds de l'OPEP)
Montant du cofinancement:	30 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Ordinaires
Contribution de l'emprunteur/bénéficiaire:	20,00 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	6,09 millions d'USD
Déficit de financement:	19,5 millions d'USD
Montant du financement climatique apporté par le FIDA:	8,99 millions d'USD

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. La croissance économique d'El Salvador a atteint en moyenne 2,46% au cours de la période 2010-2019. Cette tendance a été gravement remise en cause par la pandémie de COVID-19, qui a entraîné une contraction de 8,58% du produit intérieur brut (PIB) en 2020. En 2021, le PIB a connu une croissance supérieure à 10%, et les envois de fonds ont dépassé les 7 milliards d'USD (soit 25% du PIB). Le pays a conclu un accord avec le Fonds monétaire international (FMI), par lequel il s'est engagé à mettre en place des réformes fiscales, à améliorer la mobilisation des recettes et à renforcer l'efficacité des dépenses.
2. La pauvreté multidimensionnelle touche 43,1% de la population rurale. Les conditions de vie des ménages ruraux (mesurées au regard du niveau de pauvreté et des inégalités) sont inférieures à la moyenne nationale.
3. La violence des bandes organisées, la violence sexiste et les déplacements en raison de l'insécurité font qu'El Salvador risque à l'avenir d'être considéré comme un État fragile. En 2022, le Gouvernement a imposé l'état d'urgence pour rétablir la sécurité. Plus d'un an s'est écoulé depuis, et les autorités ont adopté plusieurs mesures qui suscitent de vives inquiétudes sur le plan des droits humains.
4. Le secteur agricole est le premier employeur du pays, mais le taux d'emploi informel est élevé en milieu rural et peu de possibilités d'emploi s'offrent aux populations vulnérables. El Salvador est très dépendant des importations alimentaires. Le pays exporte principalement du café et du sucre, lesquels représentent 18% de la valeur de ses exportations. Le secteur agricole se caractérise surtout par de faibles capacités organisationnelles et techniques, un manque de rentabilité, un accès limité au crédit et de faibles capacités technologiques. L'agriculture à petite échelle est pratiquée sur des sols infertiles, les paysans n'ont qu'un accès restreint aux intrants et équipements agricoles et que peu de moyens de lutter contre les ravageurs et les maladies.
5. Les infrastructures commerciales sont inadaptées, et la participation aux marchés numériques et l'accès aux terres, limités. Le secteur agricole a souffert des effets de la pandémie de COVID-19 et de la crise mondiale provoquée par la guerre en Ukraine, qui sont venus s'ajouter aux pertes engendrées par les conditions météorologiques. Ces chocs économiques ont eu un effet négatif sur les niveaux de production et de productivité, la sécurité alimentaire et les revenus des ménages du pays.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

6. Conformément aux engagements du FIDA en matière de transversalisation, le programme a été validé comme:
 - incluant un financement climatique;
 - tenant compte des enjeux nutritionnels;
 - axé sur les jeunes; ciblant en priorité les peuples autochtones.
7. **Nutrition.** La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave dans le pays s'élève à 47,1%. En 2022, l'un des principaux problèmes entravant la sécurité alimentaire des familles rurales tenait au fait que 70% d'entre elles louaient leurs terres, enregistraient de faibles rendements et ne parvenaient pas à satisfaire leurs besoins alimentaires de base.
8. **Jeunesse.** Les jeunes représentent 27,8% de la population rurale; 62% d'entre eux ont un niveau de scolarité moyen, et seuls 6,2% des jeunes ruraux font des

études supérieures ou techniques, contre 15,1% à l'échelle nationale. Au total, 31,6% des jeunes, dont 77,2% de femmes (82,5% dans les zones rurales), ne sont ni employés ni étudiants. Les jeunes subissent des difficultés économiques, mais connaissent aussi la violence: en 2018, 54,3% des victimes d'homicides dans les zones rurales étaient âgées de 15 à 29 ans.

9. **Changements climatiques.** El Salvador se situe dans le couloir sec de l'Amérique centrale et se classe au 28^e rang mondial s'agissant des dommages et des pertes sur le plan économique et humain. Les scénarios climatiques prévoient une augmentation des températures allant jusqu'à 2 °C et une baisse des précipitations à l'horizon 2050.

Justification de l'intervention du FIDA

10. Le modèle d'intervention du programme Rural Adelante (2019-2024), mis en œuvre dans l'est d'El Salvador, a répondu efficacement aux besoins des populations rurales pauvres. Le Gouvernement a donc manifesté le souhait de reproduire ce programme dans le reste du pays. À cette fin, on tiendra compte des résultats et des enseignements tirés du projet, ainsi que du contexte économique, social et climatique qui caractérise actuellement le pays et qui s'est aggravé avec la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et les catastrophes naturelles. L'équipe du programme s'appuiera dans ce cadre sur les bonnes pratiques recensées et testées dans le cadre du programme Rural Adelante et proposera des solutions essentielles pour assurer une transformation durable des systèmes agroalimentaires. Les risques et scénarios climatiques actuels donnent au FIDA l'occasion d'investir dans des solutions fondées sur la nature qui mettent l'accent sur la gestion des bassins versants, l'agroécologie et la gestion des risques climatiques pour favoriser l'adaptation des familles de petits exploitants aux changements climatiques.
11. La réputation de longue date du FIDA en El Salvador permettra à cette nouvelle intervention de continuer à soutenir le secteur rural et agricole, en particulier les populations les plus pauvres et les plus vulnérables, et de contribuer à la réalisation des objectifs du pays dans le cadre de ses engagements internationaux.

B. Enseignements à retenir

12. Les enseignements tirés des interventions du FIDA en El Salvador ont été recensés et sont résumés ci-dessous:
13. Le plan d'assistance technique du programme Rural Adelante, défini au moment de la conception, n'était pas approprié, compte tenu du fait que les organisations intègrent souvent des filières dans lesquelles elles n'ont pas l'expérience nécessaire. La durée de l'assistance technique doit être prolongée de façon à coïncider au moins avec la durée totale du cycle de production dans chaque filière.
14. La formulation et la mise en œuvre des plans et des mesures de discrimination positive, de même que la diversité des mesures de conservation et d'adaptation aux changements climatiques, nécessitent des capacités techniques pour contrôler la conformité des investissements, en particulier en ce qui concerne les infrastructures.
15. La mise en œuvre par l'intermédiaire d'un organisme de gestion des ressources n'est pas toujours la solution la plus rentable. Les risques d'irrégularités sont considérablement réduits, mais les coûts opérationnels sont multipliés par deux et les procédures contractuelles et les procédures de passation de marchés et autres processus financiers des programmes continuent d'accuser des retards.
16. Il est essentiel de recourir à la méthode *cerrando brechas* (combler les lacunes) dès le début de l'exécution pour réduire les inégalités entre les genres et garantir des résultats porteurs de transformations, en particulier lorsqu'elle s'accompagne d'un budget suffisant consacré aux actions menées en faveur de l'égalité des genres dans chaque composante.

17. La concertation sur les politiques ne peut aboutir à des résultats que dans le cadre d'un renforcement de toutes les parties prenantes.
18. Les investissements dans les organisations de producteurs ont un impact et une durabilité plus importants lorsqu'ils sont complétés par des investissements communautaires ou des biens publics permettant de résoudre les obstacles structurels et d'encourager une gestion durable des systèmes et une gouvernance territoriale améliorée.

II. Description du programme

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

19. L'objectif du programme en matière de développement est d'améliorer les revenus, la résilience et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles rurales vivant dans la pauvreté. Son but est de contribuer au développement durable et à l'amélioration des conditions de vie des familles rurales vivant dans la pauvreté en El Salvador.
20. **Zone d'intervention.** D'envergure nationale, le programme se fonde sur une stratégie de ciblage géographique différenciée selon des critères socioéconomiques, démographiques et environnementaux. Sont prioritaires les zones rurales affichant: i) des taux de pauvreté à l'échelle des municipalités supérieurs ou égaux à 45% et des taux de malnutrition chronique infantile supérieurs ou égaux à 15%; ii) des taux de pauvreté à l'échelle des municipalités compris entre 22,5% et 45% et des taux de malnutrition chronique infantile compris entre 7,5% et 15%. Parmi les critères transversaux pris en compte figurent le déficit hydrique, la grande vulnérabilité face aux changements climatiques, le fort potentiel de l'agriculture et de l'élevage et l'accent prioritaire sur la remise en état des écosystèmes et des paysages.
21. Le programme donnera la priorité aux régions centrales, paracentrales et occidentales du pays, et complètera les activités du programme mis en œuvre dans l'est du pays, en particulier avec des entreprises ciblant les jeunes et l'amélioration des infrastructures du district d'irrigation dans cette région.
22. **Groupe cible.** Le programme Rural Adelante 2.0 ciblera 74 000 ménages ruraux en situation de vulnérabilité. Au moins la moitié de ses bénéficiaires seront des femmes, 25% seront des jeunes et 4% seront des membres de populations autochtones. La stratégie de ciblage suit une approche axée sur la demande, conformément aux stratégies d'autociblage, de ciblage avec inclusion sociale et de ciblage selon l'organisation et la filière.

B. Composantes, résultats et activités

23. La **composante 1: Des investissements porteurs en vue de la création de systèmes agroalimentaires productifs et durables** contribuera au développement des capacités institutionnelles et communautaires et financera des investissements dans des actifs physiques et naturels en faveur de la gestion des ressources naturelles, de l'adaptation aux changements climatiques et de la sécurité alimentaire, qui favoriseront à leur tour les investissements relevant de la composante 2. Des mesures visant à soutenir les politiques publiques dans le secteur agroalimentaire, en particulier en faveur de l'agriculture familiale, seront également mises en œuvre dans ce cadre.
24. Dans le cadre de la sous-composante 1.1, Planification et renforcement du capital humain et institutionnel, un accord sera conclu avec le Fonds salvadorien pour les études de préinvestissement (FOSEP) en vue de la réalisation d'un diagnostic et de l'élaboration d'une proposition visant à améliorer et restaurer les districts d'irrigation prioritaires, notamment en déterminant les infrastructures, les équipements et les capacités nécessaires à une meilleure gouvernance et à une

- meilleure durabilité des institutions publiques et communautaires chargées de leur gestion.
25. L'analyse et l'élaboration de propositions d'investissements dans des systèmes productifs et agroalimentaires inclusifs et durables dans chacune des trois régions ciblées seront confiées à un organisme spécialisé. Ces propositions devront déterminer et analyser les systèmes de production agroalimentaire; recenser, cartographier et caractériser les organisations associées aux systèmes de production agroalimentaire; recenser et cartographier les systèmes de production agroalimentaire et en déterminer la vulnérabilité sur le plan de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, des risques climatiques et de la dégradation des ressources naturelles; et définir et analyser les insuffisances et les possibilités pour les femmes, les jeunes et les populations autochtones en matière d'accès et de participation aux systèmes de production agroalimentaire, comme indiqué dans la composante 2.
 26. Dans le cadre de la sous-composante 1.2, Investissements dans les infrastructures physiques, naturelles, nutritionnelles et de sécurité alimentaire, des investissements seront effectués dans les quatre districts d'irrigation de la zone d'exécution du projet les plus prometteurs pour la population cible du projet. Ces investissements pourront concerner des travaux, des matériaux, le renforcement institutionnel, la gouvernance et l'assistance technique visant à améliorer l'efficacité, la bonne gestion, la réduction des coûts de fonctionnement et d'entretien, ainsi que l'accès des systèmes de production aux ressources hydriques, même en période de choc climatique. Des plans d'adaptation aux changements climatiques seront mis en œuvre. Il s'agit d'instruments de planification relevant d'une approche de gestion des bassins versants qui visent à améliorer la résilience des ressources naturelles, la communication et les routes d'accès aux zones rurales, à renforcer les systèmes d'alimentation en eau pour la consommation et les systèmes agroalimentaires communautaires, à mettre en place des systèmes d'alerte précoce et à gérer les risques climatiques. Ces plans seront élaborés et mis en œuvre par les mairies, les organismes de bassins versants et les services de gestion de l'eau, entre autres organes de gouvernance territoriale.
 27. La **composante 2: Une transformation commerciale et productive durable et inclusive** sera axée sur le financement des investissements et du renforcement des capacités en faveur de la population cible, aux fins d'une transformation commerciale productive, inclusive et durable.
 28. Dans le cadre de la sous-composante 2.1, Investissements dans des systèmes agroalimentaires et de production durables, des agents de vulgarisation et des partenaires d'exécution seront formés pour proposer une offre technique et technologique qui sera adaptée aux besoins du groupe cible et favorisera la diversification et la modernisation des systèmes agroalimentaires et d'autres initiatives économiques. Par ailleurs, les organisations de producteurs et les entreprises bénéficieront d'un soutien sous la forme d'un financement de la création et de la mise sur pied d'entreprises résilientes et inclusives. Il pourra s'agir d'un appui aux filières tenant compte des enjeux nutritionnels, à l'utilisation de nouvelles technologies, à la production, aux équipements, à la transformation et à l'ajout de valeur climato-compatibles, au recours à des outils de gestion des risques dans les filières, à l'utilisation d'énergies renouvelables ou encore à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Un plan de renforcement organisationnel sera élaboré pour remédier aux faiblesses au regard de la gouvernance, de l'administration, de la comptabilité, de l'inclusion sociale, des changements climatiques, de la formalisation et de l'enregistrement juridique.

29. Dans le cadre de la sous-composante 2.2, Services d'appui technique à la commercialisation et à la finance durable, les partenariats commerciaux, les espaces commerciaux publics et les mécanismes de e-commerce, ainsi que la finance rurale inclusive, seront encouragés. Cette activité vise à améliorer l'accès au crédit et à d'autres services financiers inclusifs afin d'assurer l'existence d'entreprises durables dotées de mécanismes financiers permanents, tout en tenant compte de la diversité des organisations et entreprises rurales, ainsi que des limitations sociales et économiques des groupes vulnérables.
30. La **composante 3: Gestion des projets et suivi-évaluation pour l'apprentissage** assurera la coordination de la gestion et de l'administration du programme afin de garantir sa mise en œuvre effective dans le cadre de l'approche axée sur les résultats, et la production de connaissances. Les résultats attendus sont les suivants: i) gestion et administration effectives du programme conformément à l'accord financier et aux normes nationales; ii) production et diffusion de connaissances fondées sur des données probantes pour appuyer d'autres projets et politiques publiques.

C. Théorie du changement

31. En El Salvador, la vulnérabilité des familles rurales pauvres persiste, comme en témoignent les faibles revenus, le niveau élevé d'insécurité alimentaire et la résilience limitée aux chocs économiques, climatiques et commerciaux. Le pays est par ailleurs caractérisé par une faible participation des jeunes, un taux élevé de chômage, la violence, les migrations internes et internationales, l'accès restreint à l'éducation formelle et technique et l'absence de perspectives professionnelles et de possibilités de génération de revenus.
32. Le programme Rural Adelante 2.0 suit une approche de développement rural territorial, dont les actions porteront sur les bassins et sous-bassins qui alimentent les quatre districts d'irrigation prioritaires. Il vise de cette façon à renforcer l'impact des investissements directs au moyen d'une gestion intégrée des ressources en eau. Le modèle d'intervention est axé sur les approches suivantes: transformation des rapports entre les sexes, inclusion sociale et inclusion des jeunes, gestion des risques environnementaux et climatiques et sécurité alimentaire et nutrition.
33. Grâce à la composante 1, les familles rurales pauvres devraient avoir un accès amélioré aux infrastructures hydriques, aux technologies et aux services écosystémiques en vue de leur transition vers des systèmes productifs durables, par le biais d'actions visant à: i) renforcer les capacités institutionnelles et communales; ii) financer des investissements dans des actifs physiques, naturels et de sécurité alimentaire.
34. S'agissant de la composante 2, les résultats suivants sont escomptés: i) les organisations de producteurs, de femmes et de jeunes améliorent leurs activités productives et génératrices de revenus; ii) les organisations rurales améliorent leur accès aux services financiers. Des investissements seront réalisés en faveur d'organisations de producteurs en vue de développer ou d'améliorer les entreprises rurales et de promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, qui bénéficieront d'une qualité améliorée de l'assistance technique et des investissements communaux; d'une formation aux activités génératrices de revenus; et de la création de mécanismes commerciaux et de l'adaptation des services financiers proposés.
35. Des services et technologies d'assistance technique pour l'adaptation aux changements climatiques et la sécurité alimentaire et nutritionnelle seront proposés. Les investissements communautaires dans les organisations de producteurs et l'application de méthodes porteuses de transformations comme le *cerrando brechas* et les *diálogos intergeneracionales* (dialogues intergénérationnels) amélioreront les revenus, la résilience face aux changements climatiques et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, contribuant ainsi à un développement plus

durable et à de meilleures conditions de vie pour les familles rurales en situation de pauvreté en El Salvador.

36. Grâce à ces résultats, le programme Rural Adelante 2.0 devrait accroître les revenus, la résilience et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles rurales en situation de pauvreté, et contribuer au développement durable et à l'amélioration des conditions de vie du groupe cible.

D. Cohérence, appropriation et partenariats

37. Le programme Rural Adelante 2.0 contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) 1, 2 et 13, tout en appuyant la concrétisation des ODD 5, 6, 7, 8, 10 et 12. Le programme est conforme aux objectifs stratégiques du Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2023-2031, qui sont eux-mêmes dans la droite ligne des objectifs stratégiques fixés au niveau mondial dans le cadre de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12).
38. Le programme est cohérent avec les principales politiques nationales qui favorisent le développement économique et social du pays et visent à réduire la pauvreté, notamment le plan Cuscatlán 2019-2024, la Politique agricole, le Plan directeur de sauvetage du secteur agricole, la loi sur l'agriculture familiale et la loi relative à l'irrigation et au drainage. Les partenariats avec le FOSEP, la Commission nationale pour les microentreprises et les petites entreprises, et des institutions financières internationales, entre autres, seront essentiels à la réussite du programme, de même que ceux mis en place avec les collectivités locales ainsi que les institutions nationales et les institutions du secteur rural s'agissant des résultats relatifs au genre, à la jeunesse, aux populations autochtones, à l'environnement et aux changements climatiques, aux passations de marchés publics, à la nutrition, aux systèmes agroalimentaires durables et à la connectivité.

E. Coûts, avantages et financement

Coût du programme

39. Le coût total du programme s'établit à 87,39 millions d'USD sur une période de huit ans.
40. Les composantes 1 et 2 du programme relèvent entièrement, pour la première, et partiellement, pour la deuxième, du financement de l'action climatique. Le montant total alloué par le FIDA au programme au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, est estimé à 8 994 000 USD.

Tableau 1
Coût du programme par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Fonds de l'OPEP</i>		<i>Bénéficiaires</i>			<i>Emprunteur/ bénéficiaire</i>			<i>Déficit de financement</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Contributions monétaires</i>	<i>Contributions en nature</i>	<i>%</i>	<i>Contributions monétaires</i>	<i>Contributions en nature</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Composante 1	7 430	18	14 316	36	228		37	9 290	5 710	37	3 359	8	40 302	100
2. Composante 2	2 900	7	12 091	31	5 861		11	0	4 200	11	13 849	36	38 902	100
3. Gestion du programme	1 470	18	3 592	44	0		10	0	665	10	2 292	28	8 184	100
Total	11 800	14	30 000	34	6 089		23	9 290	10 575	23	19 500	22	87 389	100

Tableau 2
Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Fonds de l'OPEP		Bénéficiaires			Emprunteur/bénéficiaire		Déficit de financement		Total		
	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses d'investissement														
1. Véhicules, équipement et matériel	850	41	227	11	228		11	135	270	20	363	17	2 073	100
2. Accords institutionnels	610	11	1 213	21	-		-	660	725	25	2 365	42	5 570	100
3. Assistance technique/services de consultants	1 920	27	789	11	-		-	2 333	925	45	1 205	17	7 172	100
4. Entreprises rurales	1 570	5	8 740	30	5 861		20		3 438	12	9 248	32	28 857	100
5. Travaux d'infrastructure	5 020	17	12 513	41	-		-	6 297	3 916	34	2 366	8	30 112	100
Total des dépenses d'investissement	9 970	14	23 482	32	6 089		8	9 425	9 274	25	15 544	21	73 784	100
Dépenses récurrentes														
1. Traitements et salaires	1 550	14	5 552	50	-		-		614	5	3 459	31	11 175	100
2. Frais de fonctionnement	280	12	966	40	-		-		687	28	494	20	2 427	100
Total des dépenses récurrentes	1 830	13	6 518	48					1 301	10	3 953	29	13 602	100
Total	11 800	14	30 000	34	6 089		7	20 000	23	19 500			87 389	100

Tableau 3
Coût du programme par composante et par année du programme
(en milliers d'USD)

Composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Année 7		Année 8		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Composante 1	7 830	19	9 602	24	11 455	28	9 799	24	551	1	371	1	367	1	363	1	40 337
2. Composante 2	2 277	6	6 322	16	8 153	21	8 311	21	8 177	21	3 074	8	1 321	3	1 280	3	38 915
3. Gestion du programme	1 403	17	896	11	924	11	1 015	12	927	11	977	12	977	12	1 069	13	8 162
Total	11 510	13	16 819	19	20 532	23	19 125	22	9 655	11	4 422	5	4 422	3	2 271	3	87 389

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

41. Le FIDA financera 11 800 000 USD (14% du total) dans le cadre d'un prêt relevant du Système d'allocation fondé sur la performance (PBAS); le Fonds de l'OPEP accordera un prêt de 30 millions d'USD (34% du total); le Gouvernement d'El Salvador contribuera à hauteur de 20 millions d'USD (23% du total), sous la forme d'exonérations fiscales à hauteur de 6,29 millions d'USD, d'une contribution directe d'un montant de 9,29 millions d'USD et d'une contribution en nature évaluée à 4,42 millions d'USD. Les bénéficiaires devraient eux-mêmes contribuer à hauteur de 6,09 millions d'USD en nature (8% du total).
42. Le déficit de financement, d'une valeur de 19,5 millions d'USD (soit 22% du coût total) pourra être financé postérieurement dans le cadre des prochains cycles du PBAS (conditions à déterminer) ou par un cofinancement qui sera trouvé en cours d'exécution.

Décaissement

43. Par le biais de la Direction générale du Trésor (DGT), l'emprunteur ouvrira un compte spécial en dollars des États-Unis à la Banque centrale de réserve d'El Salvador, pour y recevoir par avance (fonds renouvelable) les ressources financières du FIDA (exclusivement). Ce compte sera administré par la DGT, alimenté par les décaissements effectués au titre du prêt du FIDA et débité des versements effectués aux fournisseurs et consultants et des transferts réalisés vers les organisations bénéficiaires (au moyen de paiements en ligne réalisés par l'intermédiaire du système bancaire national). Le retrait et l'utilisation des fonds du FIDA se feront conformément au Manuel de gestion financière et de contrôle financier des projets du FIDA, ainsi qu'à l'accord de financement conclu entre le FIDA et le Gouvernement.

Résumé des avantages et analyse économique

44. Selon les investissements, le taux de rentabilité économique interne est compris entre 11,8% et 39%. Les résultats du projet sont solides, puisqu'aucun des scénarios ne présente un taux interne de rentabilité inférieur au taux d'actualisation (8%).

Stratégie de retrait et durabilité

45. Une stratégie de durabilité sera élaborée dès la première année de mise en œuvre du programme Rural Adelante 2.0; elle sera examinée et ajustée à mi-parcours, et surveillée de près vers la fin du programme, afin de garantir la réalisation de ses objectifs et de ses résultats.
46. Le programme Rural Adelante 2.0 vise à ce que les entreprises soutenues au titre de la composante 2 deviennent autonomes après la clôture du programme, et tisse des liens interinstitutionnels pour favoriser l'accès des bénéficiaires aux services renforcés (infrastructures d'irrigation, ressources naturelles, nutrition). Par ailleurs, les entités gouvernementales et non gouvernementales qui poursuivent des objectifs comparables, en particulier le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, sont encouragées à adopter son modèle d'intervention, ses pratiques et ses approches, afin qu'ils soient reproduits dans d'autres territoires et au sein d'autres groupes de population.
47. La stratégie de durabilité comprend trois mécanismes qui se complètent et qui visent à garantir la durabilité des actions et des résultats du programme: i) renforcement de la gouvernance territoriale participative; ii) renforcement des organisations de producteurs et des institutions locales; iii) mise en place de mécanismes d'inclusion financière et de financement rural durable.

III. Gestion du risque

A. Risques et mesures d'atténuation

48. Le programme Rural Adelante 2.0 affiche un niveau de risque général modéré. Trois domaines présentent des risques importants qui appellent des mesures d'atténuation:

- **Contexte national:** un comité consultatif relatif au programme sera établi pour faciliter la participation des entités publiques. Par ailleurs, en raison de la hausse des prix internationaux, des productions de substitution seront proposées pour protéger le programme contre le cycle inflationniste. Compte tenu de la présence de bandes criminelles dans le pays, l'équipe du programme concevra et mettra en œuvre des protocoles pour d'une part prévenir et réduire la violence et y faire face, et d'autre part renforcer la sécurité des équipes techniques dans les communautés rurales.
- **Capacités institutionnelles d'exécution:** il sera nécessaire de mettre en place une coordination avec d'autres ministères et la Direction nationale des travaux municipaux. Face à ce risque, un comité de coordination du programme sera mis en place avec la participation des principales parties prenantes concernées, et une formation et un soutien constants seront assurés s'agissant de l'utilisation des règles, des systèmes, des documents et des outils du FIDA en matière de passation de marchés et de contrats.
- **Gestion financière:** le risque relatif à la gestion financière est considéré comme important, car il est envisagé de ne plus faire appel au Programme des Nations Unies pour le développement (actuellement chargé de la gestion du programme Rural Adelante à la demande du Gouvernement) en tant qu'entité de gestion. Ce changement, qui découle des enseignements tirés de l'expérience, a pour but de simplifier les délais de traitement des marchés, contrats et paiements, qui pèsent sur l'exécution des projets. Il est toutefois admis que cela pourrait entraîner une hausse des risques liés au contrôle interne et un manque de capacités. Les procédures financières et administratives nationales seront appliquées, et seront complétées par un manuel d'exécution comprenant une section relative à l'audit externe et aux enseignements tirés de précédents projets financés par le FIDA.

Tableau 4
Synthèse des risques

<i>Catégories de risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Modéré	Modéré
Portée du projet	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et pérennisation	Substantiel	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Modéré
Passation des marchés	Modéré	Faible
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

49. En ce qui concerne les risques environnementaux et sociaux, il est proposé de classer le programme dans la catégorie de risque modéré. Les préjudices pouvant découler de la mise en œuvre du programme Rural Adelante 2.0 sont temporaires et réversibles. La probabilité de produire des effets négatifs au-delà du cycle de vie du programme est faible. Les facteurs externes auxquels le programme est exposé

(risques sociaux et environnementaux identifiés) seront atténués grâce au Cadre de gestion environnementale, sociale et climatique, par le biais notamment d'un mécanisme de traitement et de résolution des plaintes.

C. Classement au regard des risques climatiques

50. Les risques climatiques sont modérés, étant donné que les effets préjudiciables pouvant être causés par les inondations, sécheresses et cyclones tropicaux seront transitoires et gérables. Ces risques ont peu de chances de causer des défaillances structurelles ou de générer des déficiences majeures dans la performance financière, environnementale et sociale du programme, parce que les principaux instruments opérationnels prévoient des investissements directs dans la réduction des risques de catastrophes et l'amélioration de la résilience face au climat. Par ailleurs, le programme financera la réalisation d'une évaluation climatique qui fournira des informations et des orientations destinées à gérer les risques au moyen des instruments opérationnels du programme.

D. Soutenabilité de la dette

51. Selon le rapport 2023 du FMI au titre de l'article IV, la dette publique est tombée à 77% en 2022 en El Salvador, mais demeure élevée et suit une trajectoire non durable. Des efforts ont été déployés pour parvenir à la durabilité à moyen terme. Des réformes visant à améliorer le potentiel de croissance sont mises en œuvre pour renforcer la sécurité, diversifier l'économie, faire baisser les coûts des échanges commerciaux et réduire le temps nécessaire à l'accomplissement des tâches administratives.
52. Le scénario de base prévoit une croissance modérée et la persistance des déséquilibres macroéconomiques. Le PIB réel devrait croître de 2,4% en 2023, soit plus que la moyenne historique, sous l'effet de la consommation privée, de l'investissement public et du tourisme, et l'inflation annuelle moyenne devrait rester modérée (4,1%) du fait de la baisse des prix mondiaux des produits de base. L'amélioration des termes de l'échange devrait favoriser un certain recul du déficit de la balance courante, même s'il demeure élevé, à 5,4% du PIB, et malgré une politique fiscale expansionniste.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du programme

53. Le programme Rural Adelante 2.0 sera mis en œuvre par une unité d'exécution du programme nouvellement créée au sein de la Direction générale du développement rural (DGDR) du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, unité qui sera chargée de l'exécution stratégique, opérationnelle, technique et financière. L'exécution se fera conformément aux exigences administratives publiques du Gouvernement et du FIDA. La mise en œuvre sera appuyée par des partenaires coexécutants et des prestataires de services spécialisés chargés d'exécuter les activités techniques relevant des différentes composantes. L'unité d'exécution du programme conclura les accords nécessaires avec des entités locales, nationales, publiques et privées, dans le cadre de processus de sélection et de passation de marchés conformes aux règlements applicables du FIDA. Son siège sera situé dans la région centrale (San Salvador), et elle sera représentée par une unité territoriale dans la région occidentale.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

54. La **gestion financière** du programme Rural Adelante 2.0 fonctionnera de manière indépendante, mais dans le respect des règlements et directives émis par la DGDR. L'unité d'exécution du programme, par l'intermédiaire des services administratifs financiers, sera chargée de gérer de manière adéquate les ressources financières attribuées, de suivre et d'enregistrer les transactions financières par composante, catégorie de dépense, source de financement et unité territoriale, d'élaborer les

rapports financiers intermédiaires tous les trimestres, de gérer et de contrôler les actifs à long terme et les stocks de fournitures, de travailler en coordination avec les services techniques pour préparer et modifier le plan de travail et budget annuel, et d'appuyer la procédure de passation des marchés d'audit annuel, entre autres, conformément aux réglementations nationales et directives du FIDA.

55. **Passation des marchés.** Les seuils financiers applicables aux méthodes de passation des marchés ainsi que l'examen préalable du FIDA et les autres modalités relatives à la passation des marchés seront définis dans la lettre présentant les modalités de passation des marchés, en fonction du risque inhérent général calculé dans la matrice des risques du programme. Les marchés et contrats dont auront besoin les organisations bénéficiaires pour mettre en œuvre leurs projets seront passés par les organisations bénéficiaires elles-mêmes.
56. **Gouvernance et lutte contre la corruption.** Le personnel affecté au programme, les bénéficiaires et tous les soumissionnaires, fournisseurs, sous-traitants et consultants sous contrat financé par le FIDA sont tenus de respecter les normes d'éthique et d'intégrité les plus rigoureuses. Le FIDA ne financera pas les dépenses afférentes à des biens, travaux ou services de consultants si le marché correspondant n'a pas été passé conformément aux Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets et à l'accord de financement. Le respect de cette disposition sera contrôlé par la Cour des comptes de la République d'El Salvador et l'Institut pour l'accès à l'information publique.

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances

57. Les processus de participation et de retour d'information du groupe cible seront axés sur les organisations de producteurs bénéficiant d'un appui ainsi que sur leurs membres.
58. Conformément aux politiques environnementales et sociales du FIDA, un mécanisme de réponse aux doléances sera mis en place aux fins de la recherche de solutions convenues d'un commun accord pour les personnes participant à la mise en œuvre du programme. Le mécanisme mis en place pour lutter contre les risques sociaux définis dans le rapport sur les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) doit être conçu et lancé dès le début du programme. Ce mécanisme englobera la Politique du FIDA en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles, applicable aux bénéficiaires des fonds du FIDA et aux tiers recrutés à l'aide de ces fonds.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

59. Le système de suivi-évaluation reposera sur les éléments suivants: i) une enquête sur les effets directs, réalisée au niveau des ménages et fondée sur des mesures prises en début de programme, à mi-parcours et en fin de programme; ii) un système d'information de gestion (SIG), qui sera une version améliorée de l'actuel SIG établi pour le programme Rural Adelante.
60. L'équipe du programme Rural Adelante 2.0 élaborera un plan de communication destiné à être mis en œuvre en coordination avec les spécialistes de la communication du FIDA. Le partage des connaissances se fera essentiellement par voie numérique.

Innovation et reproduction à plus grande échelle

61. L'innovation sera rationalisée dans toutes les composantes du programme Rural Adelante 2.0. L'innovation dans les technologies, les méthodes et les processus permettra au programme d'atteindre ses résultats escomptés.

62. Les nouvelles technologies introduites par le programme pourront être utilisées pour d'autres zones du district d'irrigation situées en dehors de la zone du programme. De même, le travail réalisé en collaboration avec les institutions publiques et privées en faveur de l'éducation et de l'inclusion financière et en vue de l'élaboration de plans commerciaux et de stratégies de commercialisation permettra à ces acteurs de poursuivre et d'étendre leurs activités dans le pays.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

63. Un manuel d'exécution du programme, comprenant le cahier des charges des principaux prestataires de services, a été élaboré. Le Gouvernement sera encouragé à lancer en amont le processus de passation de marchés pour ces prestataires de services. Les ressources de l'actuel programme Rural Adelante pourront être utilisées pour appuyer cette activité de préparation du programme Rural Adelante 2.0.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

64. Le programme sera supervisé par le FIDA, en accord avec le Gouvernement et dans le respect des critères et procédures en vigueur au sein du Fonds. La supervision, réalisée dans le cadre de missions annuelles de supervision et d'appui à la mise en œuvre, aura pour objectif de vérifier les progrès du programme vers la réalisation de ses objectifs. Un examen à mi-parcours sera organisé entre les troisième et quatrième années de mise en œuvre. Le FIDA mènera une mission préparatoire en vue de l'achèvement du programme.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

65. Un accord de financement entre le Gouvernement de la République d'El Salvador et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
66. Le Gouvernement de la République d'El Salvador est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA. L'accord de financement devra être ratifié par le Congrès pour approbation finale.
67. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

68. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'El Salvador un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de onze millions huit cent mille dollars des États-Unis (11 800 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Alvaro Lario
Le Président

República de El Salvador

Convenio de financiación negociado

Programa de Desarrollo Económico Sostenible Inclusivo y Nutricional del Área Rural de El Salvador

(Negociaciones concluidas el 16 de noviembre 2023)

Número del Préstamo: [insertar número]

Programa de Desarrollo Económico Sostenible, Inclusivo y Nutricional del Área Rural de El Salvador (el "Programa" o "Rural Adelante 2.0")

La República de El Salvador (el "Prestatario")

y

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

PREÁMBULO

CONSIDERANDO que el Prestatario ha solicitado al Fondo financiar el Programa y el Fondo acepta proporcionar un préstamo para apoyar en la financiación del mismo.

CONSIDERANDO que el Programa recibirá aportes adicionales por el *OPEC Fund for International Development* para proporcionar financiación al Programa;

El FIDA acuerda conceder un Préstamo y

Por lo tanto, las Partes acuerdan además lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Programa (Anexo 1) el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), y los Compromisos Especiales (Anexo 3).

2. Las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, modificadas en diciembre de 2022 (las "Condiciones Generales") y en sus sucesivas versiones enmendadas y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio, A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

3. A raíz del presente convenio el Fondo proporcionará al Prestatario un Préstamo (la "Financiación") , que éste utilizará para ejecutar el Programa de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. La Financiación estará compuesta por un Préstamo de once millones ochocientos mil dólares de los Estados Unidos de América (USD 11 800 000).
2. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias y devengará intereses sobre el principal pendiente del Préstamo a una tasa igual a la Tasa de Interés de Referencia del FIDA, incluido un diferencial variable, pagaderos semestralmente en la Moneda de Pago del Servicio del Préstamo, y tendrá un plazo de vencimiento de veinticinco (25) años, incluido un período de gracia de cinco (5) años, a partir de la fecha en que el Fondo haya determinado que se han cumplido todas las condiciones generales que preceden al retiro de fondos.
3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será el dólar de Estados Unidos de América (USD).
4. El primer día del ejercicio fiscal aplicable será el 1 de enero.
5. Los pagos del capital y los intereses/cargos por servicio del Préstamo serán pagaderos cada 15 de marzo y 15 de septiembre.
6. Habrá una Cuenta designada en dólares de Estados Unidos de América (USD), para uso exclusivo del Programa abierta en el Banco Central de Reserva de El Salvador. Se tendrán tantas cuentas designadas como instrumentos financieros del FIDA. El Prestatario informará al Fondo aquellos funcionarios autorizados a manejar la(s) Cuenta(s) Designada(s).
7. Habrá una Cuenta del Programa en moneda nacional en beneficio del Programa en un Banco a designar por el Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG). Además, se mantendrá una cuenta operativa separada para manejar los recursos de contrapartida nacional.
8. El Prestatario proporcionará financiación de contrapartida para el Programa por un importe de veinte millones de dólares estadounidense (20.000.000,00) en forma de impuestos, contribuciones y derechos.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Programa es el Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG) quien a través de la Dirección General de Desarrollo Rural (DGDR), por medio del establecimiento de una Unidad Ejecutora del Programa (UEP) será el responsable de la gestión del Programa.
2. Se llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las Partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Programa.
3. La Fecha de Terminación del Programa será el octavo aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio y la Fecha de cierre del financiamiento será 6 meses después, o cualquier otra fecha que el Fondo pueda designar mediante notificación al Prestatario.
4. La adquisición de bienes, obras y servicios financiados por la Financiación se realizará:
 - (a) de conformidad con los métodos de adquisición y cualquier otra medida identificada por el FIDA

Sección D

1. El Fondo administrará el Préstamo y supervisará el Programa.

Sección E

1. Se designan como motivos adicionales de suspensión del presente Convenio los siguientes:

- a) Cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Programa (MOP) que haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación, sin el acuerdo previo de las Partes, y el FIDA haya determinado, previa consulta con el Prestatario, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido consecuencias adversas sustanciales para el Programa.
- b) Que el FIDA haya constatado que los recursos de la Financiación no están siendo canalizados adecuadamente a la población objetivo del Programa.
- c) En lo que respecta al Anexo 3 sección II sobre Disposiciones PESAC en el caso de que se brinde la ocurrencia de un incidente grave ESHS y el Prestatario no presente informe correspondiente o habiéndolo presentado y a consideración del FIDA la respuesta ha sido insuficiente para resolver el incidente grave ESHS.

2. Se designan los siguientes motivos adicionales para la cancelación de este Acuerdo de Financiación:

- a) En el caso de que el Prestatario no haya solicitado un desembolso de la Financiación durante un período de al menos 18 meses sin justificación posterior a la entrada en vigor.
- b) En el caso de que en los 12 meses subsiguientes al primer desembolso no se hayan realizado solicitudes de desembolsos adicionales.

3. Las siguientes se designan como condiciones generales adicionales previas al retiro de fondos

- a) Que el FIDA haya dado la no objeción al Manual de Operaciones del Programa (MOP).
- b) Que el Organismo Responsable del Programa haya abierto las Cuentas del Programa
- c) Que se haya contratado o designado al Director/a del Programa, Coordinadores de los componentes y el Coordinador Administrativo Financiero, así como el Especialista de Adquisiciones de conformidad con los procedimientos establecidos en este Convenio y en el MOP.
- d) Que el sistema contable y el Sistema de Administración Financiera (SAFI) hayan sido implementados y estén en pleno funcionamiento operativo.

4. El presente Convenio está sujeto a ratificación por parte del Prestatario.

5. Se indican a continuación a los representantes designados y sus respectivas direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionados con el presente Convenio: Por el Prestatario:

Por el Fondo:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

[Copia a:]

El presente Convenio, de fecha [insertar fecha], se ha preparado en idioma español en dos (2) copias originales, una (1) para el Fondo y una (1) para el Prestatario y entrará en vigor [cuando el FIDA reciba el instrumento de ratificación], conforme a la Sección 13.01 de las Condiciones Generales.

REPÚBLICA DE EL SALVADOR

[insertar nombre del Representante Autorizado]
[insertar su título]

FONDO INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO AGRÍCOLA

Álvaro Lario
Presidente

Anexo 1

Descripción del Programa y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Programa

1. *Área del Programa.* El Programa tiene un alcance nacional y una estrategia de focalización geográfica diferenciada que se apoya en criterios socioeconómicos, demográficos y ambientales, así como en las prioridades del GOES. El Programa priorizará la región central, paracentral y occidental del país, aunque Rural Adelante 2.0 seguirá cubriendo la región oriental atendida actualmente por Rural Adelante, mediante acciones complementarias para la rehabilitación/mejora del distrito de riego Lempa Acahuaca y el financiamiento de emprendimientos para jóvenes rurales en municipios seleccionados.

Se aplicará un enfoque de gestión de cuencas y subcuencas que alimentan los cuatro distritos de riego priorizados (Zapotitan, Antiocoyo Sur, Antiocoyo Norte, Lempa Acahuaca); de esta manera, se busca aumentar el impacto las inversiones directas en las organizaciones, a través de una gestión integral de los sistemas alimentarios agropecuarios, ganaderos, de pesca y forestales que conectan las áreas superiores e inferiores de la cuenca; generando a su vez, el aprovechamiento adecuado del riego.

2. *Población-objetivo y beneficiarios del Programa.* Se estima que el grupo objetivo específico estará compuesto por 74000 familias rurales de la agricultura familiar, en condición de vulnerabilidad, que representan al mismo número de productores. De estos al menos 50% son mujeres, 25% jóvenes y 4% población indígena, especialmente mujeres y jóvenes indígenas.

La población objetivo son familias rurales en alta vulnerabilidad social, económica, ambiental y climática en el área geográfica seleccionada, con una participación directa y que incluyen:

- productores rurales en zonas pobres o extremadamente pobres que pertenecen a la agricultura familiar y son afectados por la doble carga de desnutrición y alta vulnerabilidad ambiental y climática.
- mujeres rurales (jefas de hogar, madres solteras), que pertenezcan a organizaciones o estén dispuestas a organizarse.
- hombres y mujeres jóvenes entre las edades de 18 y 29, que pertenezcan a organizaciones o estén dispuestas a organizarse.
- pueblos indígenas con acceso limitado a factores de producción, y otros grupos vulnerables (personas en condición de discapacidad).
- poblaciones de edad escolar o adultos con problemas relacionados con la seguridad alimentaria y el acceso y consumo de alimentos saludables.
- familias rurales en zonas pobres o extremadamente pobres, que incluyan a productores rurales (hombres, mujeres), que reciben paquetes agrícolas.

3. *Meta.* El Fin es contribuir al desarrollo sostenible y condiciones de vida de las familias rurales en condición de pobreza en El Salvador

4. *Objetivo de desarrollo.* El objetivo de desarrollo es incrementar los ingresos, la resiliencia y la seguridad alimentaria y nutricional de las familias rurales en condición de pobreza.

Este objetivo se alinea principalmente con los ODS 1 Fin de la pobreza; ODS 2 Hambre cero; y ODS 13 Acción para el clima. Además, colabora con: ODS, Igualdad de género; ODS 6 Agua limpia y saneamiento; ODS 7 Energía asequible y no contaminante; ODS 8 Trabajo decente y crecimiento económico; ODS 10 Reducción de las desigualdades y ODS 12 Producción y consumo responsables.

5. *Componentes.*: El programa Rural Adelante 2.0 tendrá los siguientes componentes:

5.1 *Componente 1: Inversiones habilitantes para el desarrollo de sistemas productivos y agroalimentarios sostenibles.* El objetivo de este componente es habilitar condiciones para la transformación de los sistemas productivos y agroalimentarios sostenibles, saludables e inclusivos de las familias rurales en condiciones de pobreza. Las acciones previstas apoyarán el desarrollo de las inversiones a las organizaciones de productores del Componente 2. El resultado a alcanzar es que las familias rurales en condición de pobreza hayan mejorado su acceso a infraestructura hídrica, tecnología y servicios ecosistémicos para su transición a sistemas productivos sostenibles. Se espera que el Componente desarrolle acciones integrales dirigidas al: (i) fortalecimiento de las capacidades institucionales (MAG, CENTA, ENA, gobiernos locales, entre otros) y comunales, (ii) financiamiento de inversiones en bienes físicos (distritos de riego), naturales (conservación de recursos agua, bosques) y de SAN (viveros comunales, laboratorios gastronómicos).

El Componente se ha estructurado en dos subcomponentes:

5.1.1 Subcomponente 1.1: Planificación y fortalecimiento del capital humano e institucional

5.1.2 Subcomponente 1.2: Inversiones en infraestructura física, natural, seguridad alimentaria y nutricional

5.2 *Componente 2: Transformación productiva y comercial sostenible e inclusiva.* Este componente se enfoca en invertir en las organizaciones de productores y emprendimientos de mujeres y jóvenes para que puedan desarrollar sus negocios y emprendimientos inclusivos y resilientes. También busca ampliar la oferta tecnológica y el acceso a la asistencia técnica de manera sostenible, a los servicios de comercialización, y a los servicios de financiamiento rural inclusivos. Los resultados esperados son: (i) las organizaciones de productores, mujeres y jóvenes mejoran sus actividades productivas y generadoras de ingresos, para lo cual fomentará el desarrollo de inversiones en sistemas productivos y agroalimentarios sostenibles, y (ii) las organizaciones rurales aumentan su acceso a servicios financieros.

Para lograr estos resultados, este componente se organiza en dos subcomponentes:

5.2.1 Subcomponente 2.1: Inversiones en sistemas agroalimentarios y productivos sostenibles

5.2.2 Subcomponente 2.2: Servicios técnicos de apoyo a la comercialización y al financiamiento sostenible.

5.3 *Componente 3. Gestión del programa y seguimiento y evaluación para el aprendizaje.* El objetivo de este componente es coordinar la gestión y administración del programa para asegurar su ejecución eficaz en el marco de un enfoque basado en resultados y la generación de conocimientos a partir de la evidencia producida. Los resultados esperados son: (i) la eficaz gestión y administración del programa de conformidad con el Acuerdo de Financiación y las normas nacionales, y (ii) la generación y difusión de recursos de conocimientos basados en la evidencia para apoyar otros proyectos y políticas públicas.

5.3.1 Subcomponente 3.1: Coordinación, gestión financiera y adquisición de bienes y contratación de obras y servicios

5.3.2 Subcomponente 3.2: Seguimiento y evaluación para generar aprendizajes y gestión de conocimientos.

II. Disposiciones de ejecución

1. *Organismo Responsable del Programa.* El Programa será implementado por el MAG, a través de la Dirección General de Desarrollo Rural (DGDR), por medio del establecimiento

de una Unidad Ejecutora del Programa (UEP), que será responsable de la ejecución estratégica, operativa, técnica y financiera, así como del seguimiento a la implementación. La ejecución estará apegada a los requerimientos administrativos públicos del GOES y del FIDA. La implementación estará acompañada de entidades socias co-ejecutoras y aquellas contratadas para la prestación de servicios especializados (contratos y/o convenios. La UEP contará con una sede ubicada en la región Central (San Salvador) y una Unidad Territorial en la región Occidental.

La UEP tomará en cuenta los diferentes socios estratégicos nacionales como locales.

2. *Comité Coordinador del Programa.* Se establecerán los siguientes Consejos y Comités para el Programa:

- a. Consejo Consultivo Estratégico (CCE) el cual estará presidido por el Ministro de Agricultura y Ganadería, participará el Director/a de la DGDR y el Director del Programa; así como representantes de ministerios y agencias de cooperación / sociedad civil operando en el territorio en las temáticas relevantes al programa. El CCE El Comité Consultivo Estratégico se reunirá al menos dos veces al año de forma ordinaria y en acuerdo podrán definir reuniones extraordinarias. Las funciones del Comité serán el asesoramiento y coordinación interinstitucional dentro del marco de la política pública relevante al Programa.
- b. Comités locales de aprobación de propuestas de inversiones:
 - i. Comité Asesor del Programa (CAP): el cual estará integrado por el Ministro de Agricultura, el Director/a de la DGDR, el Director del Programa y con participación de representante de organizaciones, un hombre y una mujer, y un representante de las municipalidades de los municipios priorizados. El CAP se reunirá una vez al año pudiendo definir reuniones extraordinarias en atención a temas que requieran atención por parte de dicho comité. Las funciones principales del CAP serán: (i) definir políticas, planes, estrategias y normas que se requieran para el funcionamiento del Programa, (ii) la aprobación de los Planes Operativos Anuales y presupuesto que deberá ser aprobado por la UEP y presentado al consejo por el director de la DGDR, (iii) aprobar el Manual Operativo del Programa.
 - ii. Comité de Evaluación Técnica (CET) que será integrado por el Director/a, los diferentes especialistas técnicos de ejes transversales, los coordinadores de componente, coordinador de S&E y por los beneficiarios de las inversiones que se conozcan en el Comité. El objetivo del Comité será la revisión y aprobación de las distintas inversiones del programa y las reuniones estarán definidas en función de lotes de inversiones que se requieran aprobar, para lo cual el Director/a del Programa hará la convocatoria.

3. *La Oficina Técnica del Programa.* La gestión del Programa Rural Adelante 2.0 estará a cargo de una Unidad Ejecutora del Programa (UEP) a través de la DGDR, MAG. La conformación del equipo de la UEP está definida de acuerdo con la estructura organizacional siguiente: Director General, dos unidades sobre Gerencia de Operaciones Territoriales y una sobre Gestión y Administración. En la UEP se establecerá una Coordinación de Planificación, Seguimiento, Evaluación y Gestión del Conocimiento (PSEGC), que responderá directamente a la Gerencia del Programa. Se establecerá una unidad de adquisiciones dentro del área de Administración y Finanzas del Programa.

4. *Gestión Financiera del Programa.* La UEP, a través del área administrativa financiera será responsable de la ejecución y manejo financiero del programa. La administración financiera de Rural Adelante 2.0 se realizará a través del Sistema de Administración Financiera SAFI, para lo cual el MAG a través de su Unidad Financiera Institucional (UFI)

será responsable de todas las actividades relacionadas con las áreas de presupuesto, tesorería y contabilidad gubernamental. El equipo financiero estará conformado por: Un Coordinador Administrativo Financiero, un Especialista Financiero, un Técnico Contable, un Técnico Financiero y un Auxiliar Contable.

5. *Adquisiciones.* Se establecerá una unidad de adquisiciones dentro del área de Administración y Finanzas del Programa, que estará conformada por un Especialista, un Oficial y un Asistente de Adquisiciones. La selección y contratación de este personal estará sujeta a la revisión previa y no objeción del FIDA.

6. *Manual de Operaciones del Programa (MOP).* El Programa se ejecutará conforme el presente Convenio y el MOP, el cual establece las reglas operativas y administrativas, procedimientos y formatos para la ejecución del Programa por parte del Prestatario.

7. La UEP preparará un borrador que incluirá, entre otros aspectos: la gobernanza del programa, la composición de la unidad de ejecución del programa y las descripciones de las funciones de sus miembros, la administración, gestión financiera y contabilidad del programa, las adquisiciones y contrataciones, el sistema de SyE, las metodologías de focalización y el Mecanismo de Quejas y Reclamos (MQR) adoptado por el programa.

8. La adopción del MOP se hará previa a la no-objeción del Fondo. La UEP podrá proponer las modificaciones al Manual de Operaciones del Programa que se consideren oportunas aplicar durante la implementación.

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. *Asignación de los recursos del Préstamo.* En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y la asignación de los montos de Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en USD)	Porcentaje
I. Vehículos, Equipos y Materiales	760 000	100% sin impuestos
II. Convenios institucionales	550 000	100% sin impuestos
III. Asistencia técnica / consultorías	1 730 000	100% sin impuestos
IV. Negocios Rurales (donaciones y subvenciones)	1 410 000	100% sin impuestos
V. Obras de infraestructura	4 520 000	100% sin impuestos
VI. Salarios y Costos operativos	1 650 000	100% sin impuestos
Sin asignación	1 180 000	
11 800 000		

2. Algunos de los términos que se emplean en el cuadro de asignaciones se definen a continuación:

- i. *Convenios institucionales:* Esta categoría se refiere a los convenios institucionales entre el Programa e instituciones para actividades de apoyo de políticas públicas afines al Programa.
- ii. *Asistencia técnica / consultorías:* Esta categoría se refiere a los contratos de servicios entre el Programa y proveedores de servicios para actividades de fortalecimiento de las organizaciones beneficiarias en aspectos organizacionales, productivos, agregado de valor y de acceso a mercados
- iii. *Negocios rurales (donaciones y subvenciones):* Esta categoría se refiere a los fondos transferidos por el Programa a las organizaciones beneficiarias para la implementación de los planes de negocio.

3. *Gastos de puesta en marcha.* Podrán retirarse fondos de la cuenta del Préstamo para gastos de puesta en marcha asociados con las actividades indicadas en el párrafo 1 por un total no superior a USD 350 000. Dichos gastos deberán ser incurridos entre la fecha de entrada en vigor y la fecha en que se hayan cumplido las condiciones previas para el retiro de fondos. Para ser considerados admisibles, los gastos de puesta en marcha y las categorías de gastos correspondientes deberán contar con la no objeción previa del FIDA.

Anexo 3

Compromisos especiales

I. Disposiciones generales

De conformidad con la Sección 12.01(a)(xxiii) de las Condiciones Generales, el Fondo podrá suspender, total o parcialmente, el derecho del Prestatario/Receptor a solicitar retiros de la Cuenta del Préstamo/Subvención si el Prestatario/Receptor ha incumplido el cumplimiento de cualquiera de los pactos que se indican a continuación, y el Fondo ha determinado que dicho incumplimiento ha tenido, o es probable que tenga, un efecto adverso importante en el Programa:

1. En un plazo de seis (6) meses a partir de la entrada en vigor del Acuerdo de Financiación, el Programa suscribirá un Memorando de Acuerdo (MoA) con los socios ejecutores que estructurará la colaboración, definirá las funciones, responsabilidades y deberes con respecto a la ejecución, la gestión financiera, la contabilidad y la presentación de informes.
2. *Planificación, seguimiento y evaluación.* El Prestatario/Receptor se asegurará de que (i) se establezca un sistema de planificación, seguimiento y evaluación (PM&E) en un plazo de doce (12) meses a partir de la fecha de entrada en vigor del presente Acuerdo.
3. *Género.* El Prestatario a través de la UEP, se asegurará de que se elabore una Estrategia de Género y Jóvenes, dentro de los primeros doce (12) meses a partir de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.
4. *Preocupaciones de los pueblos indígenas (PI).* El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Programa, se asegurará de que se tengan debidamente en cuenta las preocupaciones de los PI al ejecutar el Programa y, para ello, se asegurará de que
 - (a) el Programa se lleve a cabo de conformidad con las disposiciones aplicables de la legislación nacional pertinente de los PI];
 - (b) Los pueblos indígenas estén adecuadamente y justamente representados en toda la planificación local de las actividades del Programa;
 - (c) Los derechos de los PI son debidamente respetados;
 - (d) Las comunidades de PI, participan en el diálogo político y en la gobernanza local;
 - (e) Se respetan los términos de las Declaraciones, Pactos y/o Convenios ratificados por el Prestatario en la materia;
 - (f) El Programa no implicará la invasión de los territorios tradicionales utilizados u ocupados por las comunidades indígenas
5. *Seguridad de la tenencia de la tierra.* El Prestatario se asegurará de que el proceso de adquisición de tierras ya se ha completado y de que los procesos de compensación fueron coherentes con las mejores prácticas internacionales y con los principios de consentimiento libre, previo e informado.
6. *Medidas anticorrupción.* El Prestatario deberá cumplir con la Política del FIDA en materia de Prevención del Fraude y la Corrupción en sus Actividades y Operaciones, tomando las medidas adecuadas para prevenir, mitigar y combatir las prácticas prohibidas.
7. *Acoso sexual, explotación sexual y abuso.* El Prestatario y las Partes del Programa se asegurarán de que el Programa se lleve a cabo de conformidad con las disposiciones de la Política del FIDA sobre prevención y respuesta al acoso sexual, la explotación sexual y el abuso, según se modifique periódicamente.

8. *Uso de los instrumentos del programa.* El Prestatario se asegurará de que
- (a) todos los instrumentos adquiridos en el marco del Programa se asignen al MAG para la ejecución del Programa;
 - (b) Los tipos de instrumentos adquiridos en el marco del Programa son apropiados para las necesidades del Programa; y
 - (c) Todos los instrumentos transferidos o adquiridos en el marco del Programa están dedicados exclusivamente al uso del Programa.
9. *Herramienta de seguimiento de contratos en el Portal del Cliente del FIDA (PCI).* El Prestatario/Receptor se asegurará de que se envíe una solicitud al FIDA para acceder a la herramienta de seguimiento de los contratos de adquisición del programa en el Portal del Cliente del FIDA (PCI). El Prestatario/Receptor se asegurará de que todos los contratos, los memorandos de Acuerdo, las órdenes de compra y los pagos correspondientes se registren en la Herramienta de seguimiento de los contratos de adquisición del programa en el Portal del Cliente del FIDA (PCI) en relación con la adquisición de bienes, obras, servicios, consultoría, servicios no relacionados con la consultoría, contratos comunitarios, subvenciones y contratos de financiación. El Prestatario/Receptor garantizará que los datos de los contratos se actualicen trimestralmente durante la ejecución del Programa. El Prestatario/Receptor se asegurará de que se envíe una solicitud al FIDA para acceder a la herramienta de seguimiento de Adquisiciones de Proyectos del FIDA (OPEN). El Prestatario/Receptor se asegurará de enviar las solicitudes de revisión previa y no objeción del FIDA a través de OPEN.
10. *El Personal Clave del Programa* es: el Director del Programa, el Especialista Financiero, el Oficial de Seguimiento y Evaluación, el Oficial de Gestión del Conocimiento, el Especialista en Adquisiciones, el Especialista en Inclusión Social y Género, y el Especialista en Evaluación de Medio Ambiente y Clima. Para ayudar en la implementación del Programa, la UEP, a menos que se acuerde lo contrario con el FIDA, contratará o hará que se contrate, según sea necesario, a personal clave cuyas calificaciones, experiencia y términos de referencia sean satisfactorios para el FIDA. El Personal Clave del Programa será adscrito a la UEP en caso de que se trate de funcionarios públicos o contratados en el marco de un contrato de consultoría siguiendo el método de selección de consultores individuales del Manual de Adquisiciones del FIDA, o cualquier método de selección equivalente en el sistema nacional de adquisiciones que sea aceptable para el FIDA. La contratación del Personal Clave del Programa está sujeta a la revisión previa del FIDA al igual que el despido del Personal Clave del Programa. El Personal Clave del Programa está sujeto a una evaluación anual y la continuación de su contrato está sujeta a un desempeño satisfactorio. Todo contrato firmado para el Personal Clave del Programa deberá cumplir con la normativa laboral nacional o las Normas Internacionales del Trabajo de la OIT (la que sea más estricta) para satisfacer las condiciones de los Procedimientos Actualizados para la Evaluación Social, Ambiental y Climática del FIDA (PESAC) actualizados del FIDA. Deberá evitarse la repetición de contratos de corta duración, a menos que se justifique adecuadamente en las circunstancias del Programa.

II. Disposiciones PESAC

1. El Prestatario llevará a cabo la preparación, el diseño, la construcción, la implementación y la operación del Programa de acuerdo con las nueve estándares y otras medidas y requisitos establecidos en los Procedimientos Actualizados para la Evaluación Social, Ambiental y Climática del FIDA ("PESAC Edición 2021"), así como con todas las leyes y reglamentos aplicables al Prestatario y/o a las entidades sub-nacionales relacionadas con cuestiones sociales, ambientales y de cambio climático, de manera satisfactoria para el FIDA en forma y sustancia. El Prestatario no enmendará, variará ni

renunciará a ninguna disposición del PESAC Edición 2021, a menos que el Fondo lo acuerde por escrito en el Convenio de Financiación y/o en el (los) Plan(es) de Gestión, si los hubiere.

2. Para programas que presenten riesgos sociales, ambientales y climáticos altos o sustanciales, el Prestatario deberá llevar a cabo la implementación del Programa de acuerdo con las medidas y requisitos establecidos en las Evaluaciones de Impacto Ambiental y Social (EIAS)/Marcos de Gestión Ambiental, Social y Climática (MGASC) y/o Planes/Marcos de Acción de Reasentamiento (PAR/ MAR) y Planes de Gestión Ambiental, Social y Climática (PGASC) para programas de alto riesgo y EIAS abreviadas y/o PAR/MAR abreviados y PGASC para proyectos/programas de riesgo sustancial y Planes de Consentimiento Libre, Previo e Informado (CLPI), Planes de Implementación CLPI, Planes para Pueblos Indígenas (PPI), Planes de Gestión de Plaguicidas, Planes de Gestión de Recursos Culturales y Planes de Hallazgos Casuales] (el (los) "Plan (es) de Gestión"), según corresponda, tomado(s) de conformidad con los requisitos de los PESAC y actualizado(s) periódicamente por el Fondo.

El Prestatario no enmendará, variará ni renunciará a ninguna disposición de los PGASC ni del (los) Plan (es) de Gestión, a menos que el Fondo lo acuerde por escrito y si el Prestatario/Receptor ha cumplido con los mismos requisitos aplicables a la adopción original de los PGASC y el (los) Plan (es) de Gestión.

3. El Prestatario no deberá, y hará que el Organismo Ejecutor, todos sus contratistas, sus subcontratistas y proveedores no comiencen la implementación de ninguna obra, a menos que todas las Personas Afectadas por el Programa hayan sido compensadas y/o reubicadas de acuerdo con el PAR específico/PAR abreviado, CLPI y/o el cronograma acordado de obras y compensaciones.

4. El Prestatario hará que el Agencia líder del programa cumpla en todo momento, durante la ejecución del Programa, con las normas, medidas y requisitos establecidos en la edición 2021 del PESAC y en el/los Plan(es) de Gestión, si los hubiera.

5. El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Programa, divulgará los borradores y los informes finales de la EIAS y todos los demás planes de gestión pertinentes con las partes interesadas del Programa en un lugar accesible en la zona afectada por el Programa, en una forma y un idioma comprensibles para las personas afectadas por el Programa y otras partes interesadas. La divulgación tendrá en cuenta cualquier necesidad de información específica de la comunidad (por ejemplo, cultura, discapacidad, alfabetización, movilidad o género).

6. El Prestatario garantizará o hará que el Organismo Responsable del Programa y la Agencia Implementadora garanticen que todos los documentos de licitación y contratos de bienes, obras y servicios contengan disposiciones que exijan que los contratistas, subcontratistas y proveedores cumplan en todo momento al llevar a cabo el Programa con los estándares, medidas y requisitos establecidos en los PESAC Edición 2021, los PGASC y el (los) Plan (es) de Gestión, si los hubiere.

7. El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Programa, se asegurará de que se establezca un mecanismo de reclamación y compensación a nivel del Programa que sea fácilmente accesible, culturalmente apropiado, disponible en los idiomas locales y adaptado a la naturaleza de la actividad del Programa y sus impactos potenciales para recibir y resolver oportunamente inquietudes y quejas (por ejemplo compensación, reubicación o restauración de los medios de vida) relacionadas con el desempeño ambiental y social del Programa para las personas que pueden verse afectadas de manera indebida y adversa o sean potencialmente perjudicadas si el Programa no cumple con los estándares del PESAC y políticas relacionadas. El mecanismo de reclamación y compensación a nivel de Programa debe tener en cuenta a los pueblos indígenas, las leyes consuetudinarias y

los procesos de resolución de disputas. Los mecanismos de disputa tradicionales o informales de los pueblos indígenas afectados deben utilizarse en la mayor medida posible.

8. Esta sección se aplica a cualquier evento que ocurra en relación con incidentes graves ambientales, sociales, de salud y seguridad (ESHS por su sigla en inglés) (como se define este término a continuación); cuestiones laborales o de poblaciones adyacentes durante la ejecución del Programa que, con respecto al Programa del FIDA:

- (i) tenga un efecto material adverso directo o potencial;
- (ii) (ii) haya atraído sustancialmente la atención adversa de partes externas o haya dado lugar a publicidad nacional negativa o informes de prensa nacional negativos; o
- (iii) dé lugar a responsabilidades materiales potenciales.

En la ocurrencia de tal evento, el Prestatario por medio del Organismo Responsable del Programa, deberá:

- Notificar al FIDA prontamente;
- Brindar información sobre dichos riesgos, impactos y accidentes;
- Consultar con las partes afectadas por el Programa sobre cómo mitigar los riesgos e impactos;
- Llevar a cabo, según corresponda, evaluaciones adicionales y participación de las partes interesadas de acuerdo con los requisitos del PESAC; y
- Ajustar, según corresponda, el mecanismo de reclamación y compensación a nivel de Programa de acuerdo con los requisitos del PESAC;
- Proponer cambios, incluidas medidas correctivas al (los) Plan (es) de Gestión (si los hubiera), de conformidad con las conclusiones de dichas evaluaciones y consultas, para su aprobación por el FIDA.

Para fines aclaratorios, incidente grave de ESHS significa incidente grave, accidente, queja con respecto a problemas ambientales, sociales (incluidos laborales y comunitarios), de salud y seguridad (ESHS por su sigla en inglés) que ocurren en el préstamo o dentro las actividades del Prestatario. Los incidentes graves de ESHS pueden incluir incidentes de naturaleza (i) ambiental; (ii) ocupacional; o (iii) de salud y seguridad pública; o (iv) social, así como quejas y reclamos materiales dirigidos al Prestatario/Receptor (por ejemplo cualquier explosión, derrame o accidente laboral que resulte en la muerte, lesiones graves o múltiples o contaminación ambiental material, accidentes de miembros de las comunidades públicas/locales, que resulten en la muerte o lesiones graves o múltiples, acoso sexual y violencia que involucre a la fuerza laboral del Programa o en relación con amenazas graves a la salud y seguridad públicas, compensación inadecuada por reasentamiento, alteraciones de los ecosistemas naturales, prácticas discriminatorias en la consulta y participación de las partes interesadas (incluyendo el derecho de los pueblos indígenas al consentimiento libre, previo e informado), cualquier denuncia que requiera la intervención de la policía u otras fuerzas del orden, como la muerte, la violencia sexual o el abuso infantil, que (i) tenga o pueda tener un efecto material adverso; o (ii) haya atraído o sea probable que atraiga una atención adversa sustancial de partes externas o (iii) haya creado atención negativa e informes de prensa/medios de comunicación adversos sustanciales; o (iv) dé o sea probable que dé lugar a potenciales responsabilidades materiales).

9. El Prestatario garantizará o hará que el Organismo Ejecutor, la Agencia Implementadora, los contratistas, subcontratistas y proveedores se aseguren de que los

procesos relevantes establecidos en los PESAC Edición 2021, así como en los PGASC y el (los) Plan (es) de Gestión (si hubiere) sean respetados.

10. Sin limitación a sus otras obligaciones de presentación de informes en virtud de este Acuerdo, el Prestatario/Receptor proporcionará al Fondo:

- Informes sobre el estado de cumplimiento de los estándares, medidas y requisitos establecidos en los PESAC Edición 2021, PGASC y el (los) Plan(es) de Gestión (si lo hubiera) semestralmente - o con cualquier otra frecuencia que se acuerde con el Fondo;
- Informes de cualquier incidente y/accidente social, ambiental, de salud y seguridad que ocurra durante la etapa de diseño, implementación del Programa y proponga medidas correctivas. El Prestatario divulgará la información relevante de dichos informes a las personas afectadas inmediatamente después de la presentación de dichos informes; e
- Informes de cualquier incumplimiento de los estándares, medidas y requisitos establecidos en los PESAC Edición 2021 y el (los) Plan (es) de Gestión (si lo hubiera) inmediatamente después de tener conocimiento de dicho incumplimiento.

11. El Prestatario cooperará plenamente con el Fondo en lo que respecta a las misiones de supervisión, revisiones intermedias, visitas de campo, auditorías y visitas de seguimiento que se realizarán de conformidad con los requisitos de los PESAC Edición 2021 y el (los) Plan (es) de Gestión (si lo hubiera) como El Fondo lo considere apropiado dependiendo de la escala, naturaleza y riesgos del Programa.

12. En caso de contradicción/conflicto entre el (los) Plan (es) de Gestión, si lo hubiera, y el Convenio de Financiación, prevalecerá el Convenio de Financiación.

Marco Lógico

Jerarquía de los resultados	Indicadores				Fuente de verificación			Supuestos
	Nombre	Línea de base	Medio término	Meta final	Fuente	Frecuencia	Resp.	
Alcance	1.b Estimación correspondiente del número total de miembros del hogar				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	205581	259000				
	1.a Número correspondiente de hogares beneficiarios a los que se ha prestado apoyo				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	
	Hogares encabezados por mujeres - Hogares	0	29369	37000				
	Hogares no encabezados por mujeres - Hogares	0	29368	37000				
	Hogares - Hogares	0	58737	74000				
	1 Número de personas que reciben los servicios promovidos o apoyados por el proyecto				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	
	Hombres - Hombres	0	29368	37000				
	Mujeres - Mujeres	0	29369	37000				
	Jóvenes - Jóvenes	0	14685	18500				
	Población indígena - Población indígena	0	2350	2960				
	Número total de personas que reciben servicios - Número de personas	0	58737	74000				
Meta Contribuir al desarrollo sostenible de de	Hogares rurales que reportan pobreza multidimensional				Encuesta de Hogares de Propósitos Múltiples	Final del proyecto	DIGESTYC - Ministerio de Economía	Continuo crecimiento económico del país. Ausencia de shocks económicos, sociales,

las familias rurales en condición de pobreza en El Salvador	Hogares rurales que reportan una reducción del nivel de pobreza multidimensional - Porcentaje (%)	24.8	22	20				sanitarios y climáticos no esperados.
Objetivo de desarrollo Incrementar los ingresos, resiliencia y seguridad alimentaria y nutricional de las familias rurales en condición de pobreza	Familias rurales en condición de pobreza que incrementan sus ingresos en al menos del 20%.			Encuesta de Línea de Base y de cierre	Inicio y final del proyecto	Empresa	Proyecto mantiene priorización política al más alto nivel. Políticas sociales y agropecuarias del país continúan priorizando al pequeño productor. Nivel de seguridad y violencia en el país no empeora. Arreglos de implementación del proyecto operan de forma eficiente. Recepción positiva al proyectos de los potenciales beneficiarios.	
	Número total de familias - Número	0	16564	21494				
	Familias rurales en condición de pobreza ven fortalecida su resiliencia.			Encuesta de Línea de Base y de cierre - metodología FIDA	Inicio y final del proyecto	Empresa		
	Familias - Porcentaje (%)	0	10	20				
	1.2.9 Hogares cuyos conocimientos, actitudes y prácticas en materia de nutrición han mejorado (KAP)			Encuesta COI de Línea de base, medio término y cierre	Inicio, medio término y final del proyecto	Empresa		
Hogares (número) - Hogares	0	5727	7472					

	Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	61	80				
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	20045	26152				
	SF.2.1 Hogares satisfechos con los servicios apoyados por el proyecto				Encuesta COI de Línea de base, medio término y cierre	Inicio, medio término y final del proyecto	Empresa	
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	46990	59200				
	Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	63	80				
	Hogares (número) - Hogares	0	164465	207200				
	2.2.1 Personas con nuevos trabajos / oportunidades de empleo				Encuesta COI de Línea de base, medio término y cierre	Inicio, medio término y final del proyecto	Empresa	
	Hombres - Hombres	0	2521	2975				
	Mujeres - Mujeres	0	1865	2845				
	Población indígena - Población indígena	0	176	233				
	Jóvenes - Jóvenes	0	1462	2087				
	Número total de personas con nuevos trabajos/oportunidades de empleo - Número de personas	0	4386	5820				
Efecto directo 1. Familias	1.2.3 Hogares que señalan sufrir menos escasez de agua en relación con las necesidades para la producción				Encuesta COI de Línea de	Inicio, medio término y	Empresa	Inversiones físicas son aprovechadas por todos

rurales en condición de pobreza mejoraron su acceso a infraestructura hídrica, tecnología y servicios ecosistémicos para su transición a sistemas productivos sostenibles				base, medio término y cierre	final del proyecto		los miembros de la comunidad. Inversiones ecosistémicas y de alimentación saludable son aprovechadas por todos los miembros de la comunidad. Factor esperado de éxito para efecto PACC en COI 3.2.2 = 85%
	Hogares - Porcentaje (%)	0	41	51.3			
	Hogares - Hogares	0	21210	26562			
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	74235	92967			
3.2.2 Hogares que declaran haber adoptado prácticas y tecnologías sostenibles desde el punto de vista ambiental y resilientes al cambio climático				Encuesta COI de Línea de base, medio término y cierre	Inicio, medio término y final del proyecto	Empresa	
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	119000	148750			
	Hogares - Porcentaje (%)	0	68	85			
	Hogares - Hogares	0	34000	42500			
				Ex-ACT	Inicio, medio término y final del proyecto	UEP	
3.2.1 Toneladas de emisiones de gases de efecto invernadero (tCO2e) evitadas y/o secuestradas							
	Hectares of land - Superficie (ha)	0	7950	7950			
	tCO2e/20 años - Número	0	405188	405188			
	tCO2e/ha - Número	0	50.97	50.97			
	tCO2e/ha/año - Número	0	6.37	6.37			
Producto 1.1 Actividades	Instituciones y/o asociaciones fortalecidas para la gestión en infraestructura (física + natural), ACC, SAN			Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	Personal de instituciones públicas

de fortalecimiento a instituciones y/o asociaciones implementadas	Número instituciones públicas - Número	0	58	58				asisten a capacitaciones y/o talleres sobre gestión de infraestructura física y natural
	Número asociaciones territoriales - Número	0	20	27				
Producto 1.2 Inversiones en infraestructura de riego implementadas	1.1.2 Tierras agrícolas con infraestructura relacionada con el agua construida/rehabilitada				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	Ambiente favorable para nuevas inversiones públicas en riego.
	Superficie en hectáreas - Superficie (ha)	0	5952	8807				
Producto 1.3 Inversiones en infraestructura natural y gestión del riesgo climático implementadas.	3.1.4 Hectáreas de tierra gestionadas teniendo en cuenta la resiliencia al cambio climático				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	
	Superficie en hectáreas - Superficie (ha)	0	3072	3840				
	PACC implementados				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	
	PACC implementados - Número	0	50	50				
Producto 1.4 Familias beneficiadas con acciones de fortalecimiento de los conocimientos, actitudes, y prácticas para la seguridad alimentaria y nutricional	1.1.8 Hogares que recibieron apoyo específico para mejorar su estado nutricional				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	Familias asisten a capacitaciones y/o talleres sobre nutrición
	Número de personas que participan - Número de personas	0	7158	9340				
	Hombres - Hombres	0	3883	5090				
	Mujeres - Mujeres	0	3275	4250				
	Hogares - Hogares	0	7158	9340				
	Miembros de los hogares beneficiados - Número de personas	0	25053	32690				
	Población indígena - Población indígena	0	287	374				
	Jóvenes - Jóvenes	0	1131	1425				

Efecto directo 2. Organizaciones de productores, mujeres y jóvenes mejoraron sus capacidades productivas y generadoras de ingreso	Organizaciones de productores y emprendimientos apoyadas por NIR señalan un aumento de las ventas				Registro sistema S&E	Inicio, medio término y final del proyecto	UEP	Demanda de productos agrícolas no baja (precio y cantidad). Ausencia de políticas o shocks que lleven a una mayor importación de productos agrícolas. Desempleo no aumenta Factor esperado de éxito para aumento en ventas en NIRo = 75%, y NIRE = 20%
	Número de organizaciones - Número	0	168	236				
	Número total de miembros de las organizaciones - Número de personas	0	5556	7692				
	SF.2.2 Hogares que declaran que pueden influir en la toma de decisiones de las autoridades locales y de los proveedores de servicios apoyados por el proyecto				Encuesta COI de Línea de base, medio término y cierre	Inicio, medio término y final del proyecto	Empresa	
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	24787	34524				
	Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	65	90				
Hogares (número) - Hogares	0	7082	9864					
Producto 2.1 Acciones de fortalecimiento productivo y empresarial implementadas	2.1.2 Personas capacitadas en actividades generadoras de ingresos o gestión empresarial				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	Productores asisten a las distintas capacitaciones temáticas desarrolladas por el proyecto.
	Hombres - Hombres	0	4368	6080				
	Mujeres - Mujeres	0	3500	4880				
	Población indígena - Población indígena	0	315	439				
	Jóvenes - Jóvenes	0	1497	2160				

	Personas capacitadas en actividades generadoras de ingresos o gestión empresarial - Número de personas	0	7868	10960				
	2.1.3 Organizaciones de productores rurales apoyadas				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	
	Tamaño de las organizaciones de productores - Organización	0	7240	10000				
	Organizaciones de productores rurales apoyadas - Organización	0	181	250				
	Hombres - Hombres	0	4054	5600				
	Mujeres - Mujeres	0	3186	4400				
	Jóvenes - Jóvenes	0	869	1200				
	Población indígena - Población indígena	0	290	400				
Producto	2.2 Iniciativas de negocios integrales y resilientes implementadas				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	Financiamiento de PN suficiente a lo largo del proyecto.
	Organización de productores - Número	0	181	250				
	Emprendimientos - Número	0	157	240				
Efecto directo	3. Hogares incrementaron su				Registro sistema S&E	Inicio, medio término y final del proyecto	Empresa	Oferta de servicios financieros desarrollada y suficiente
	1.2.5 Hogares que declaran utilizar servicios financieros rurales							

acceso a financiamiento	Miembros de los hogares - Número de personas	0	5177	12936				
	Hogares - Porcentaje (%)	0	13	34				
	Hogares - Hogares	0	1479	3696				
Producto 3.1 Organizaciones fortalecidas para la provisión de servicios financieros	1.1.6 Proveedores de servicios financieros que reciben apoyo para aplicar estrategias de difusión y ofrecer productos y servicios financieros en las zonas rurales			Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	OP asisten a capacitaciones sobre servicios financieros	
	Proveedores de servicios - Proveedores de servicio	0	227	254				
Producto 3.2 Capacitación en servicios financieros a personas implementadas	1.1.7 Personas de las zonas rurales capacitadas en alfabetización financiera o en el uso de productos y servicios financieros, o en ambos			Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	Beneficiarios de paquete agrícola acceden a educación financiera de forma digital	
	Hombres - Hombres	0	48341	60426				
	Mujeres - Mujeres	0	48341	60426				
	Jóvenes - Jóvenes	0	24171	30213				
	Población indígena - Población indígena	0	3868	4835				
	Personas de las zonas rurales capacitadas en alfabetización financiera o en el uso de productos y servicios financieros, o en ambos - Número de personas	0	96682	120852				

Matriz Integrada de Riesgos del programa

Categorías y subcategorías de riesgo	Inherente	Residual
Contexto nacional	Substancial	Moderado
Compromiso político	Substancial	Moderado
Riesgo: El MAG, como ente responsable de los proyectos FIDA, se podría ver afectado por la constante rotación de las autoridades y directores, que pueden derivar en cambios de prioridades nacionales y sectoriales afectando el diseño y ejecución del proyecto.	Substancial	Moderado
Medidas de mitigación: 1. Establecer una continua comunicación estratégica del FIDA con las autoridades, ante eventuales cambios y procesos electorales próximos. 2. Establecer y operativizar el Consejo Consultivo Estratégico para la correcta la toma de decisiones orientadas a asegurar la buena marcha del proyecto. 3. Referir a las cláusulas de Convenios de financiación para asegurar el cumplimiento de objetivos propuestos en el nuevo proyecto.		
Gobernanza	Moderado	Moderado
Riesgo: Potenciales retrasos en la implementación debido al cambio de la estrategia para la administración de los recursos financieros del proyecto (salida de entes administradores externos).	Substancial	Moderado
Medidas de mitigación: 1. Asegurar la correcta y oportuna aplicación de las normas del FIDA para la gestión financiera, adquisiciones, fraude y corrupción mediante la implementación un plan de capacitación intensivo y acompañamiento técnico a la UEP sobre las normas del FIDA y nacionales. 2. Utilización de una agencia externa de recursos humanos para la selección y evaluación del personal. 3. Establecimiento del mecanismo de no objeción del FIDA para la contratación, cambios y separación del personal clave de la UEP.		
Riesgo: La baja capacidad de los gobiernos municipales en planificación y gestión de recursos limitaría la coinversión para el desarrollo local en coordinación con el proyecto, lo cual también limita inversión en infraestructura pública.	Moderado	Moderado
Medidas de mitigación: Asegurar espacios de participación, vinculación y fortalecimiento de capacidades con los gobiernos locales durante la implementación del proyecto.		
Riesgo: La desarticulación entre entidades públicas vinculadas al desarrollo local no permite realizar planes integrales de desarrollo.	Moderado	Bajo
Medidas de mitigación: Establecer y operativizar el Consejo Consultivo Estratégico para la planificación e involucramiento efectivo de las entidades públicas vinculadas al proyecto. Formalizar acuerdos con las entidades locales que definan sus roles y responsabilidades		
Factores macroeconómicos	Substancial	Substancial

<p>Riesgo:</p> <p>Espacio fiscal limitado podría afectar la asignación de recursos con lo cual no se alcanzaría los resultados del proyecto.</p> <p>Nivel de endeudamiento actual y de espacio fiscal para contratar deuda podría limitar el acceso a los fondos del FIDA para la puesta en marcha de la nueva operación. Además podría comprometer la capacidad de obtener recursos adicionales para la brecha de financiamiento que presenta el proyecto.</p>	<p>Substancial</p>	<p>Substancial</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Seguimiento continuo a las condiciones fiscales del país, y la asignación de fondos para el Programa en concepto de contrapartida. 2. Conversaciones con los Ministerios de Hacienda y de Agricultura, para asegurar espacio presupuestario y de contrapartida 3. Revisión continua de la situación macroeconómica del país y en base a nueva información realizar las coordinaciones con las oficinas respectivas del FIDA respecto a elegibilidad del país para obtener recursos PBAS o BRAM en el ciclo de FIDA 13. También se mantendrá la misma coordinación con el fondo OPEC. 		
<p>Riesgo:</p> <p>El aumento de la inflación a nivel local e internacional reduce la capacidad adquisitiva del proyecto y de los planes de negocio para cumplir con sus metas, afectando negativamente los beneficios esperados y la eficiencia global.</p>	<p>Moderado</p>	<p>Moderado</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. El costeo del proyecto contemplará los escenarios de inflación esperada 2. En las misiones de supervisión se evaluará la necesidad de ajustar el monto de financiamiento de los planes de negocio en caso de que existan cambios en los precios de equipamientos, materiales y servicios que afecten las capacidades de los mismos para generar impactos. 3. Se realizará un monitoreo de los costos del proyecto y en la Revisión de Medio Término se definirán los ajustes que deban ser realizados ante escenarios de alta inflación 		
<p>Fragilidad y seguridad</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Riesgo:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Impactos de eventos de origen natural y climáticos afectan la economía, la infraestructura pública, la salud y bienestar social lo cual conlleva a la reorientación de los recursos para la atención de emergencias. 2. Grupos delincuenciales que operan en las zonas rurales pueden afectar las inversiones que se implementan con proyectos FIDA. 	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Elaboración e implementación del plan de gestión social, ambiental y climático del proyecto. 2. Fortalecer sistemas de alerta temprana. 3. Implementar protocolos de prevención, mitigación y respuesta de la violencia y seguridad, para los equipos técnicos y en las comunidades rurales. 		
<p>Estrategias y políticas sectoriales</p>	<p>Moderado</p>	<p>Moderado</p>
<p>Armonización de políticas</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo:</p> <p>Cambios continuos en las prioridades, planes y políticas del sector agropecuario en el país podrían afectar la consecución de los objetivos del proyecto.</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>

<p>Medidas de mitigación:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Seguimiento continuo a los posibles cambios de prioridades, planes y políticas. 2. Continuación permanente con autoridades de gobierno a cargo de la implementación del proyecto. 3. Aprovechamiento de misión de apoyo a la implementación y supervisión para definir medidas de armonización de la política. 		
Formulación y aplicación de políticas	Moderado	Moderado
<p>Riesgo:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Insuficiente dotación de recursos presupuestales para la implementación de las políticas y leyes nacionales. 2. Leyes que carecen de mecanismos de aplicación (reglamentos, entre otros), no permiten articular los programas de desarrollo rural para la atención a las familias en mayor vulnerabilidad. 	Moderado	Moderado
<p>Medidas de mitigación:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Proveer asistencia técnica especializada para la formulación de instrumentos y mecanismos de aplicación de las leyes o políticas. 2. Alinear inversión del proyecto para financiamiento de las políticas. 		
Contexto ambiental y climático	Moderado	Moderado
Vulnerabilidad del proyecto a las condiciones ambientales	Moderado	Bajo
<p>Riesgo:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Expansión de la frontera agrícola y pecuaria que provocan deforestación y la pérdida de suelo; 2. Malas prácticas en las actividades agrícolas y pecuarias ocasionan incendios forestales; y 3. Presión intensa a los bosques por la tala ilegal, consumo de leña y producción de carbón vegetal. 4. En su conjunto, estas amenazas pueden generar impactos negativos en la provisión de servicios ecosistémicos (reducción en la producción agrícola, pecuaria y/o forestal, infiltración del agua, captura de carbono y hábitats para la diversidad biológica). 	Moderado	Bajo
<p>Medidas de mitigación:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mejorar la eficiencia en los procesos de producción primaria mediante asistencia técnica, tecnologías eficientes y buenas prácticas agrícolas y no agrícolas, con lo que se reducirá la necesidad de abrir nuevos espacios en los bosques; 2. Capacitar a los productores agropecuarios respecto a técnicas de manejo del fuego, como una herramienta para prevenir y combatir los incendios forestales; 3. Implementar prácticas agroecológicas para la restauración de ecosistemas y conservación de suelos; 4. Fortalecer las capacidades del personal técnico de la ENA y CENTA para elaborar programas de manejo forestal con fines de aprovechamiento maderable, introducir estufas ecológicas para reducir el consumo de leña. 		
Vulnerabilidad del proyecto a los efectos del cambio climático	Moderado	Moderado
<p>Riesgo:</p> <p>La variabilidad climática y el cambio climático son determinantes para que los sistemas de producción primaria agropecuaria presenten pérdidas parciales o totales, impactando negativamente en la seguridad alimentaria y nutricional de las familias rurales, en la competitividad de las organizaciones de productores y en la generación de ingresos.</p>	Moderado	Moderado

Medidas de mitigación: 1. Inversiones públicas en infraestructura física hidráulica para la conducción y distribución del agua en sectores de producción agrícola y pecuaria ubicada en zonas de sequía extrema. 2. Proteger y rehabilitar zonas de recarga de mantos freáticos, así como de escurrimientos superficiales clave para la población rural. 3. Ampliar el uso del sistema de alerta temprana meteorológica para la prevención de riesgos entre los productores agropecuarios. 4. Integración de prácticas y tecnologías de adaptación al cambio climático en los planes de negocios.		
Alcance del proyecto	Moderado	Bajo
Pertinencia del proyecto	Bajo	Bajo
Riesgo: El nuevo proyecto será diseñado e implementado por el Gobierno de El Salvador tal como siempre se han desarrollado. Los objetivos y las intervenciones del proyecto están totalmente en alineación con las prioridades del FIDA y las políticas de desarrollo del país, siendo lo suficientemente pertinentes y adecuadas a las necesidades y prioridades del grupo objetivo en toda la duración del proyecto.	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: Establecer una oportuna comunicación estratégica con las nuevas autoridades ante eventuales cambios y procesos electorales próximos.		
Solidez técnica	Moderado	Bajo
Riesgo: El nuevo proyecto busca incorporar inversiones en infraestructura física, natural y de capital humano que podrían hacer más complejo el diseño. Además, introducirá actividades como huertos escolares y comunitarios en las que no se cuenta experiencias previas de proyectos en el país.	Moderado	Bajo
Medidas de mitigación: Tanto el PDT como el equipo contraparte del gobierno de El Salvador han sido seleccionados de forma relevante para la complejidad e innovación que presenta el diseño. Además, se buscará incorporar al PDT a especialistas adecuados para los temas de infraestructura, así como huertos. Se ha realizado una búsqueda de lecciones aprendidas de proyectos con actividades similares en el portafolio de América Latina y otras regiones.		
Capacidad institucional de ejecución y sostenibilidad	Substancial	Moderado
Mecanismos de ejecución	Substancial	Moderado
Riesgo: El nuevo proyecto estará adscrito al Ministerio de Agricultura y Ganadería por lo que sigue la mecánica operativa de los proyectos anteriores ejecutados en el país. Se requerirá la participación y coordinación con otros ministerios y a la Dirección Nacional de Obras Municipales para las inversiones en infraestructura lo que podría generar atrasos en la implementación.	Substancial	Moderado
Medidas de mitigación: Establecer y operativizar el consejo consultivo estratégico para la planificación e involucramiento efectivo de las entidades públicas vinculadas al proyecto.		
Mecanismos de seguimiento y evaluación	Moderado	Bajo

<p>Riesgo:</p> <p>El seguimiento y evaluación del diseño utilizará las capacidades desarrolladas en proyectos anteriores respecto a capacidades técnicas y herramientas (sistema, cuestionarios, procesos). El foco del seguimiento podría solo abarcar metas físicas y financieras dejando de lado los avances en efectos y resultados. Según la complejidad y duración del proyecto, se podrían tener gran número de indicadores haciendo compleja la medición y uso de la información para la toma de decisiones. Indicadores complejos de resultados podrían requerir la contratación de instituciones especializadas en medición que puedan ser de alto costo o limitada disponibilidad.</p>	Moderado	Bajo
<p>Medidas de mitigación:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Capitalizar las lecciones aprendidas, capacidades, instrumentos e infraestructura ya desarrollada en proyectos anteriores en el país para el diseño del sistema de seguimiento y evaluación del nuevo proyecto. 2. Dar acompañamiento continuo a la UEP y utilizar las misiones de apoyo a la implementación y de supervisión para hacer seguimiento a indicadores de producto, efecto y/o resultado. 3. Plantear un marco lógico adecuado con los resultados que se esperan obtener evitando una gran cantidad de indicadores que no aporten valor agregado. 4. Utilizar en la medida de lo posible información secundaria que el país u otro organismo genere para los grandes indicadores de resultado. Por ejemplo, usar GIS para ciertos indicadores. 		
<p>Gestión financiera del proyecto</p>	Substancial	Moderado
<p>Organización y dotación de personal del proyecto</p>	Substancial	Moderado
<p>Riesgo:</p> <p>El personal propuesto tiene amplia experiencia en gestión financiera de fondos FIDA, bajo el paraguas del PNUD. El modelo de gestión financiera para el Rural Adelante 2.0 es administración directa de los recursos a través de la UGP adscrita al MAG mediante el sistema gubernamental SAFI que basa el control de los recursos mediante el subsistema de presupuesto, contabilidad y tesorería. En cuyo ámbito el actual equipo no tiene suficiente experiencia, siendo necesario capacitación y acompañamiento permanente desde el MAG y el FIDA. Todo el personal está informado sobre las políticas en materia de prevención de fraude y corrupción del FIDA y del Gobierno. No se realizan sesiones de sensibilización.</p>	Substancial	Moderado
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Fortalecer y acompañar al equipo financiero mediante misiones de apoyo a la implementación a fin de asegurar eficiencia en el manejo de los recursos.</p> <p>Realizar sesiones de sensibilización en materia de prevención de fraude y corrupción del FIDA, principales riesgos, canales de denuncia y protección de denunciantes, cuyos eventos deberán estar dirigidos al personal del proyecto, personal de instituciones relacionadas y grupos beneficiarios del proyecto.</p>		
<p>Elaboración de presupuestos del proyecto</p>	Moderado	Bajo

<p>Riesgo:</p> <p>El Gerente y el Coordinador Administrativo Financiero, son los responsables de elaborar los planes anuales de trabajo y los respectivos proyectos de presupuesto, que serán presentados al MAG para su revisión y consolidación y posterior envío al Ministerio de Hacienda para su aprobación y posterior inclusión en el Presupuesto General del Estado para aprobación de la Asamblea Legislativa. El gobierno viene asignando los presupuestos requeridos por el Proyecto. La planificación operativa es bastante detallada permite un seguimiento adecuado de las actividades previstas; sin embargo, se requiere un trabajo coordinado entre los equipos administrativo, financiero y técnico a fin de lograr una adecuada priorización de actividades que faciliten el logro de objetivos previstos.</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Reforzar el trabajo en equipo entre finanzas, áreas técnicas y de planificación, para un mejorar análisis financiero y tener información más sustentable para la toma de decisiones gerenciales</p>		
<p>Flujo de fondos y desembolsos del proyecto</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Riesgo:</p> <p>El FIDA abrirá una cuenta para el préstamo a nombre del Prestatario en la cual se acreditará el monto principal del Préstamo. Y el Prestatario a través de la Dirección General de Tesorería DGT abrirá y mantendrá en el Banco Central de Reserva de El Salvador una Cuenta Especial en dólares (USD) para recibir en ella por adelantado (fondo rotativo) exclusivamente los recursos de la financiación del FIDA. Esta cuenta será administrada por la DGT, se alimentará con los desembolsos del Préstamo FIDA y se debitará por los pagos realizados a proveedores, consultores, transferencias a las Organizaciones Benéficas, los cuales se realizan mediante pagos en línea, utilizando el sistema bancario nacional</p> <p>La nueva modalidad de desembolsos del FIDA en base a la proyección de gastos para dos trimestres, asegura disponibilidad permanente del flujo de caja, pero que requiere un trabajo coordinado entre las áreas técnica, administrativa y financiera a fin de lograr efectividad en las proyecciones y su ejecución. El equipo de la UEP está incursionando en esta modalidad y los resultados podrán ser medidos en el mediano plazo.</p> <p>UEP tiene experiencia en el seguimiento y control de los fondos transferidos a Organizaciones por el financiamiento de PNO. Dispone de personal capacitado en terreno responsable del entrenamiento, acompañamiento y control del adecuado manejo y rendición de estos recursos. Además, disponen de procedimientos y formatos diseñados para facilitar el uso de los recursos y su rendición, los cuales no están incluidos en el MOP.</p> <p>El equipo financiero nacional no participa en la supervisión y control de los recursos transferidos a las organizaciones en terreno.</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>

<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Procurar un trabajo coordinado entre las áreas técnica, administrativa y financiera a fin de lograr proyecciones efectivas que aseguren la disponibilidad permanente de fondos. Implementar mecanismos de análisis y seguimiento de las desviaciones que se establezcan entre lo previsto y lo ejecutado.</p> <p>Disponer que el equipo financiero nacional realice visitas periódicas a las Organizaciones a fin de fortalecer el acompañamiento y supervisión que contribuyan a mejorar el uso de los recursos y principalmente a identificar cuellos de botella que estén retrasando la ejecución de los PNO y por lo tanto ralenticen la ejecución del Proyecto.</p> <p>Preparar un instructivo para uso y rendición de fondos (incluido transferencias del proyecto y aporte de beneficiarios en efectivo y especies) manejados por organizaciones, en el cual se incluirá los procedimientos y formatos que actualmente disponen, a fin de facilitar el manejo de los recursos y su oportuna rendición. Este instructivo formará parte del MOP del Proyecto.</p>		
<p>Controles internos del proyecto</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Riesgo:</p> <p>La UEP basa su control interno en las Normas Técnicas de Control Interno específicas del MAG las cuales son aprobadas por la Corte de Cuentas de la República. Además, en el MOP están plasmados los mecanismos de control de fondos del Proyecto. Además en temas de gestión financiera observan la normativa nacional al respecto.</p> <p>La poca experiencia en el manejo del sistema SAFI por parte del equipo financiero, requiere capacitación permanente a fin de lograr un manejo eficiente de los recursos del proyecto.</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Capacitación al equipo financiero en normas de control interno y en la normativa y manejo del sistema SAFI a fin de lograr un manejo eficiente de los recursos del proyecto.</p>		
<p>Presentación de información contable y financiera del proyecto</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Riesgo:</p> <p>El Programa manejará el sistema gubernamental en línea SAFI que trabaja en base a los subsistemas de presupuesto, contabilidad y tesorería, es un sistema seguro, para el acceso se dispone de perfiles de usuarios y claves de acceso. El ente rector es el Ministerio de Hacienda. Este sistema permite el control de los recursos en base a componente, fuente de financiamiento (fuente externa y contraparte nacional) e ítem presupuestario. El FIDA controla los recursos del préstamo en base a categorías de gastos conforme Anexo 2 del convenio de financiamiento, además se requiere controlar el aporte de beneficiarios y otros aportes que puede ser la empresa privada, otras instituciones públicas, siendo necesario dejar plasmada la necesidad de buscar un mecanismo o herramienta contable que permita el registro de las transacciones por categoría de gasto, componente y fuente de financiamiento y principalmente la obtención de reportes financieros para el financiador pero que garanticen seguridad de la información.</p> <p>El sistema contable que actualmente usa la UGP es básico no tiene seguridades para precautelar la información y el acceso está restringido a la contadora lo que implica un riesgo de control. El sistema ha ido mejorando pero hasta la fecha no se logra obtener la totalidad de reportes complementarios requeridos por el FIDA.</p> <p>La base contable del SAFI se rige por el principio del devengado.</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>

Medidas de mitigación:		
Establecer un mecanismo o herramienta contable que permita llevar el control de los recursos por categoría de gasto, componente y todas las fuentes de financiamiento, que garantice seguridad de la información y permita el cumplimiento de los reportes financieros requeridos por el FIDA.		
Auditoría externa del proyecto	Substancial	Moderado
Riesgo:		
La falta de experiencia de la UGP en la contratación de una empresa de auditoría externa implica un alto riesgo en el cumplimiento del informe en tiempo y forma.	Substancial	Moderado
Medidas de mitigación:		
Disponer que durante el último trimestre del año la UGP prepare los TDR para la contratación de una empresa auditora externa observando la normativa nacional y las directrices del FIDA y que estos tengan la conformidad del FIDA. Iniciar el proceso de contratación de la empresa auditora los primeros días de enero a fin de lograr su adjudicación hasta el término de febrero, lo que asegurará que los informes de auditoría se entreguen al FIDA dentro del plazo acordado. El FIDA apoyará en la preparación de los TDR a fin de asegurar la calidad del informe.		
Adquisiciones y contrataciones	Moderado	Bajo
Marco jurídico y reglamentario	Moderado	Bajo
Riesgo:		
El riesgo de que la capacidad reglamentaria e institucional del prestatario y las prácticas correspondientes (incluido el cumplimiento de la legislación) no sean suficientemente sólidas para realizar las adquisiciones y contrataciones en un modo que garantice el uso óptimo de los recursos con integridad. La no inclusión en documentos de licitación disposiciones relacionadas con buenas prácticas en adquisiciones en términos de gestión de contratos, lucha anticorrupción, trabajo infantil, y otras salvaguardas sociales y ambientales podría comprometer los resultados de los procesos e impactar en la implementación del proyecto.	Moderado	Bajo
Medidas de mitigación:		
El marco legal de las adquisiciones del país es completo (ley, reglamento y manual), sin embargo, algunas de sus disposiciones no se incluyen en los documentos y prácticas de adquisiciones. Adicionalmente, dado que la gestión de adquisiciones se hará desde el Proyecto sin un ente administrador de recursos externos como ha sido en los últimos proyectos en el País, se fortalecerá la apropiada gestión de los procesos de compra mediante: i) Establecer el uso de la normativa de FIDA para las adquisiciones del Proyecto y sus documentos estandarizados. ii) La capacitación y acompañamiento al personal de adquisiciones del Proyecto en la aplicación de las normas, sistemas, documentos e instrumentos de adquisiciones del FIDA. iii) Para las compras que efectúen las organizaciones de beneficiarios el Proyecto brindará capacitación y acompañamiento a las organizaciones y desarrollará una Guía Operativa para las Organizaciones, que incluirá la gestión de las compras, considerando los principios universales de adquisiciones y la normativa FIDA.		
Rendición de cuentas y transparencia	Moderado	Bajo

<p>Riesgo:</p> <p>El riesgo de que las disposiciones en materia de rendición de cuentas, transparencia y supervisión (incluidas las relativas a la recepción de quejas, por ejemplo, sobre casos de acoso, explotación y abusos sexuales y de corrupción y fraude) no sean las adecuadas para salvaguardar la integridad de las adquisiciones y contrataciones y el cumplimiento de los contratos en el ámbito del proyecto, lo cual puede dar lugar a que los fondos no se utilicen con los fines previstos, adquisiciones o contrataciones viciadas, casos de acoso, explotación y abusos sexuales o adquisiciones y contrataciones realizadas sin tener en cuenta los tiempos, costos y requisitos de calidad establecidos.</p>	Moderado	Bajo
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Se recomendará al Proyecto ampliar la participación de la sociedad civil para fortalecer la integridad de las adquisiciones del proyecto.</p> <p>Establecer el uso de la normativa de FIDA para las adquisiciones del Proyecto y sus documentos estandarizados incluyendo las disposiciones sobre atención de reclamos en materia de adquisiciones debiendo el Proyecto informar en todos los documentos de compras el procedimiento para presentación y atención de reclamos.</p> <p>Programar debidamente y ejecutar auditorías externas orientadas a la gestión de adquisiciones</p> <p>Se promoverá en el proyecto el respeto a las disposiciones de probidad incluida la apropiada planificación y ejecución de las actividades de compra, el uso preferente de procesos competitivos públicos y la publicación completa de los resultados de los procesos y de todas las reclamaciones.</p>		
<p>Capacidad en adquisiciones y contrataciones públicas</p>	Moderado	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>El riesgo de que el organismo de ejecución no cuente con personal suficiente personal bien formado para la administración, supervisión y gestión de los contratos, lo cual puede provocar efectos negativos en los resultados de desarrollo del proyecto.</p>	Moderado	Bajo
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>El Proyecto deberá establecer una unidad de adquisiciones especializada dentro de la UEP, aplicando la normativa de adquisiciones del FIDA, que será capacitado en esta normativa y acompañado por el FIDA.</p> <p>El Personal de adquisiciones deberá ser incluido en la certificación del FIDA, BUILD PROC impartido por ITCILO.</p> <p>Establecer en el MOP los procedimientos completos referentes a al ciclo completo de las adquisiciones con definición de responsables.</p> <p>Se incluirá en el MOP, los TdR y los requisitos mínimos que deberán considerarse para la contratación o asignación del personal de adquisiciones.</p>		
<p>Procesos de adquisición y contratación pública</p>	Moderado	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>El riesgo de que los procesos de adquisición y contratación y las estructuras de mercado (métodos, planificación, licitación, adjudicación de contratos y gestión de contratos) no sean eficientes o competitivos, lo cual puede traducirse en un uso indebido de los fondos del proyecto o en una ejecución del proyecto y una consecución de sus objetivos que distan de ser óptimas.</p>	Moderado	Bajo

<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Establecer una unidad de adquisiciones especializada dentro de la UEP, aplicando la normativa de adquisiciones del FIDA, que será capacitado en esta normativa y acompañado por el FIDA.</p> <p>El Proyecto deberá utilizar los sistemas corporativos del FIDA, para la planificación de sus planes de adquisiciones directamente con el sistema OPEN de Adquisiciones que garantizará un debido seguimiento y visualización de las etapas de No Objeción del FIDA, así como los registros de contratos en sistema de Monitoreo de Contratos (CMT por sus siglas en inglés).</p>		
<p>Impacto ambiental, social y climático</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Conservación de la biodiversidad</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo:</p> <p>Las actividades consideradas en los dos componentes operativos del proyecto generarán un riesgo bajo para la biodiversidad, sistemas agroalimentarios, bosques y en la provisión de servicios ambientales, debido a que están enfocadas a la producción sostenible, mitigación del impacto ambiental en las actividades productivas, fortalecimiento de la biodiversidad alimentaria, restauración de ecosistemas, gestión de riesgos climáticos, gestión sostenible de los recursos naturales (con énfasis en los recursos hídricos), prácticas agroecológicas y la implementación de soluciones basadas en la naturaleza.</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Aún y cuando el riesgo para la conservación de la biodiversidad es bajo, se estará monitoreando la implementación de las actividades del programa mediante el Plan de Gestión Ambiental, Social y Climático (PGSAC), el cual establece indicadores ambientales para el monitoreo ambiental y de recursos naturales. Dichos indicadores se estarán revisando en las misiones de supervisión y en caso de detectarse algún riesgo no identificado, se definirán las medidas de mitigación que sean requeridas.</p>		
<p>Eficiencia del uso de los recursos y prevención de la contaminación</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo:</p> <p>Los planes de negocios a ser financiados por el proyecto para la adquisición, uso y aplicación de agroquímicos para incrementar la producción agrícola y ganadera pueden provocar la contaminación del suelo y el agua; la eutrofización; la acidificación de los suelos; la resistencia a las plagas, problemas secundarios de plagas; y poner en riesgo el valor alimentario y nutricional para consumo humano a largo plazo. Estos riesgos en su conjunto, es posible que ocasione un uso ineficiente de los recursos naturales que pueda amenazar a la seguridad alimentaria de las familias rurales, los servicios del ecosistema (provisión de recurso hídrico) y contaminación al medio ambiente.</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Producir bio-insumos para la nutrición de cultivos agrícolas para reducir el consumo de fertilizantes nitrogenados; serán prohibidas la compra de agroquímicos que estén enlistados por la legislación vigente de El Salvador así como aquellos que estén prohibidos por la Organización Mundial de la Salud y el Convenio de Rotterdam; y se instalarán tecnologías para el tratamiento de aguas residuales provenientes en los sub-procesos de procesamiento y transformación de materia prima así como el reciclado de residuos sólidos. El cumplimiento de estas acciones se estará monitoreando en las Misiones de Supervisión como en las Misiones de Apoyo a la Implementación.</p>		
<p>Patrimonio cultural</p>	<p>Bajo</p>	<p>Bajo</p>

<p>Riesgo:</p> <p>El riesgo de que el proyecto cause una degradación importante de los recursos culturales o físicos, incluidas las amenazas a recursos de importancia histórica, religiosa o cultural, o la pérdida de estos.</p>	<p>Bajo</p>	<p>Bajo</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>En las Misiones de Supervisión, se verificará que el proyecto no esté ocasionando una degradación importante de los recursos culturales, físicos, de importancia histórica, religiosa o cultural. En caso que se presenten una degradación importante, se seguirán los procedimientos establecidos en el Estándar de Patrimonio Cultural del SECAP versión 2021 y se integrarán a los POA correspondientes, así como los lineamientos vinculados en la legislación nacional e internacional, especialmente los descritos en la "Ley Especial al Patrimonio Cultural de El Salvador" (Decreto 513 de 1993).</p>		
<p>Pueblos indígenas</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo:</p> <p>El riesgo de que el proyecto cause efectos físicos, sociales o económicos negativos importantes en los pueblos indígenas es moderado, considerando que es baja la población indígena en el país (aproximadamente 13,310 personas) distribuidos en tres pueblos: Nahua pipil, Lenca y Cacaopera, los cuales recientemente han sido reconocidos por el Estado Salvadoreño (2014); además cuentan con una política y plan para su desarrollo, pero no tienen recursos financieros para su implementación.</p> <p>Estos factores de riesgo que, en su conjunto, condicionan que los pueblos indígenas sean un grupo vulnerable.</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>1. Establecer los pueblos indígenas como parte del grupo objetivo del programa. 2. Desarrollar e implementar un plan para el consentimiento libre, previo e informado (FPIC Plan).</p>		
<p>Condiciones laborales y de trabajo</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo:</p> <p>El riesgo que el proyecto de lugar a prácticas de explotación laboral (como el trabajo forzado o el trabajo infantil), violencia de género y condiciones de trabajo discriminatorias, insalubres y poco seguras para las personas que trabajan específicamente en relación con el proyecto, incluidos terceros y proveedores primarios es moderado, considerando que las cooperativas de productores están sujetos al cumplimiento de la normativa nacional (libre asociación de los trabajadores, no emplear menores de edad, seguro médico, prestaciones de ley, entre otros).</p> <p>Por otro lado, los usos y costumbres de las familias rurales en el desempeño de las actividades de subsistencia y mantenimiento del hogar participan los hijos menores de edad, conforme a sus condiciones y aptitudes físicas.</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>

<p>Medidas de mitigación:</p> <p>1. Los beneficiarios del proyecto y los proveedores de servicios recibirán una capacitación sobre los aspectos normativos respecto a las condiciones laborales y de trabajo que se deben de cumplir, así como firmar una carta donde se comprometen a cumplir con los requerimientos mínimos que establece la legislación nacional vigente y del estándar “Trabajo y condiciones laborales” del SECAP versión 2021.</p> <p>2. En las Misiones de Supervisión, se verificará que en las cooperativas de productores no se esté dando a lugar prácticas de trabajo forzado, trabajo infantil, violencia de género, condiciones de trabajo discriminatorias, condiciones insalubres e inseguras, de conformidad a la carta compromiso firmada. En caso que se presente alguna de las situaciones descritas anteriormente, se reportará a la unidad implementadora del proyecto, así como al MAG para que sea atendida y resuelto, de acuerdo a los mecanismos institucionales del MAG (ver medida de mitigación del riesgo “Reclamación de las partes”), debiendo de mantener registros correspondientes de cada caso que se presente, las medidas de mitigación implementadas y el resultado de su cumplimiento.</p> <p>3. Formaciones específicas para los equipos en estos temas.</p> <p>4. Protocolo de prevención y respuesta en estos casos.</p> <p>5. PGSAC y la estrategia de inclusión deben generarse siguiendo los lineamientos internacionales y la legislación nacionales y la Ley de Protección Integral de la Niñez y la Adolescencia (LEPINA)</p>		
<p>Salud y seguridad comunitarias</p>	<p>Bajo</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo:</p> <p>El proyecto podría conllevar al riesgo de enfermedades transmitidas por el agua u otras enfermedades transmitidas por vectores y/o enfermedades transmisibles y no transmisibles.</p> <p>Los huertos comunales o escolares desarrollados en suelos cerca de áreas muy transitables, contaminadas o cerca de vertederos de residuos pueden constituir un riesgo por la bioacumulación de elementos en tallos, raíz u hojas.</p> <p>La violencia basada en género a las cuales están expuestas las mujeres rurales en el hogar como en sus ámbitos de desempeño, están determinadas por múltiples factores, desde lo económico hasta culturales como es el machismo, lo que puede condicionar o excluir su participación en las actividades del proyecto.</p>	<p>Bajo</p>	<p>Bajo</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>El proyecto garantizará la seguridad a la hora de diseñar, construir y/o rehabilitar las infraestructuras hídricas/hidráulicas o energéticas, evitando y minimizando los posibles riesgos para la seguridad, los accidentes y la exposición de las comunidades.</p> <p>Se asegurará que las medidas de protección del personal como de las poblaciones en condición de vulnerabilidad se enmarquen dentro de las normas y principios internacionales en materia de derechos humanos. En el PGSAC incluirá medidas adecuadas de mitigación y gestión para atender los riesgos, así como protocolos de actuación ante la violencia basada en género.</p> <p>Así mismo, se establecerán normas de convivencia para la salud mental y previsiones de seguridad pública en el uso de los huertos como espacios comunales y/o escolares. Se analizarán las características específicas de cada huerto, el espacio comunitario y ambiente aledaño, así como las especies de cultivo, especificando buenas prácticas en el uso y consumo de productos provenientes del mismo.</p>		
<p>Reasentamiento físico y económico</p>	<p>Bajo</p>	<p>Bajo</p>

<p>Riesgo:</p> <p>El riesgo de que el proyecto cause efectos negativos a los recursos físicos (como viviendas o propiedades ya sea públicos o privados), o económicos (áreas de producción, unidades de sustento familiar o pequeños negocios) es bajo, tomando en cuenta que las inversiones del proyecto se enfocará en las tierras que cuenten con la legal posesión (ya sea privadas, públicas arrendadas o bajo concesión), las unidades de producción, transformación o comercialización serán fortalecidas para su sostenibilidad y no se financiará la adquisición de tierras.</p> <p>Por este motivo, el riesgo que se afecte a grupos marginados o se ocasione de manera directa o indirecta pérdidas en activos, fuentes de ingresos o medios de vida es bajo.</p>	<p>Bajo</p>	<p>Bajo</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>En las Misiones de Supervisión se verificará que el proyecto no esté provocando el reasentamiento físico y económico del grupo objetivo u otros actores clave que puedan está involucrados en el proyecto. En caso que se presente el reasentamiento, el FIDA informará al MAG para que atienda y resuelva las situaciones que se presenten de conformidad a lo que establezca la normatividad nacional en la materia, así como los lineamientos establecidos en el Estándar "Reasentamiento" del SECAP versión 2021, debiendo de mantener el registro de cada caso que se presente, las medidas de mitigación implementadas y el resultado de su cumplimiento.</p>		
<p>Emisiones de gases de efecto invernadero</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo:</p> <p>El riesgo de que el proyecto ocasione un aumento considerable de las emisiones de gases de efecto invernadero y contribuya de esta manera al cambio climático antropogénico es moderado, considerando que las principales fuentes de emisiones provienen del sector forestal (deforestación e incendios forestales) y agropecuario (uso de agroquímicos y liberación de metano de las actividades ganaderas).</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Se reforestará los ecosistemas degradados con especies arbóreas nativas de la región, lo que permitirá incrementar los almacenes de carbono en el componente aéreo; implementar buenas prácticas de manejo del fuego para reducir las emisiones de GEI en las actividades agropecuarias; 2. Introducir prácticas mejoradas para la rotación de ganado vacuno, uso de biodigestores a partir del manejo de excretas del ganado, promover la mejora nutricional en alimentos para reducir las emisiones de ganado 3. Invertir en la generación de bio-insumos para la producción de fertilizantes orgánicos provenientes de los residuos de las actividades agrícolas y pecuarias 		
<p>Vulnerabilidad de las poblaciones objetivo y los ecosistemas a la variabilidad y las amenazas climáticas</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo:</p> <p>Lluvias intensas, sequías, inundaciones, ciclones tropicales, vientos fuertes y altas temperaturas, los cuales pueden generar efectos adversos en:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Disminución de la producción de servicios ambientales; 2. Pérdidas parciales o totales en la producción agropecuaria y forestal; y 3. Disminución en la productividad primaria agropecuaria. 	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>

<p>Medidas de mitigación:</p> <p>1. El programa implementará el enfoque de soluciones basadas en la naturaleza para implementar prácticas de protección de ecosistemas (evitar cambio de uso del suelo, prevención y combate de incendios forestales, implementación de planes de manejo en áreas naturales protegidas); y restauración de ecosistemas degradados (reforestación con especies nativas, obras de conservación de suelos, establecimiento de sistemas agroforestales).</p> <p>2. Fortalecer la generación, difusión y uso de información agrometeorológica para la producción agropecuaria y gestionar los riesgos (prevenir y preparar los sistemas de producción ante los eventos hidrometeorológicos previstos en el corto y mediano plazo).</p> <p>3. Inversiones en tecnologías para la captación y distribución del agua de lluvia aplicada a las unidades de producción; uso de tecnologías para el riego eficiente, así como en los sub-procesos de transformación de materia prima; rehabilitación de la infraestructura de almacenamiento y sistemas de riego.</p>		
<p>Partes interesadas</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Participación y coordinación de las partes interesadas</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo:</p> <p>El nuevo proyecto involucrará a una multiplicidad de actores para la implementación de las distintas actividades previstas. Aun cuando el Ministerio de Agricultura y Ganadería será el principal responsable, tendrá que coordinar y concertar con diversos actores para la eficiente implementación del proyecto, así como las acciones afirmativas correspondientes.</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>El nuevo proyecto se diseñará de forma participativa involucrando a los distintos actores que tendrán responsabilidad en la implementación de las actividades.</p> <p>Además, el diseño estará validado al más alto nivel de autoridades de El Salvador para su continua priorización y alineamiento en base a los planes y estrategias nacionales del país. El equipo de implementación tendrá la suficiente cantidad y diversidad de perfiles para poder trabajar directamente con todos los actores relevantes del proyecto.</p>		
<p>Reclamaciones de las partes</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo:</p> <p>El MAG cuenta con un sistema de quejas, denuncias o reclamos que puede presentar la sociedad en general respecto a los servicios que presta esta institución, misma que puede presentarse vía telefónica o por la página web, donde detalla los procesos que se siguen para recibir, atender y resolver las reclamaciones.</p> <p>Por otro lado, el MAG no cuenta con un mecanismo interno para atender o resolver quejas, reclamos o denuncias sobre acoso laboral, sexual o violencia de género hacia el personal que labora en esta institución (permanente o temporal) así como de los proveedores de servicios y las instituciones socias que coadyuven en la implementación del proyecto. Considerando lo anterior, el riesgo que el proyecto y el organismo ejecutor no pueda recibir y resolver reclamaciones es moderado.</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>

<p>Medidas de mitigación:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. El proyecto empleará el actual sistema de reclamaciones del MAG para el grupo objetivo. 2. El Proyecto debe generar un reglamento que especifique y defina regule las acciones y conductas relacionadas al acoso, explotación y abuso tanto para personal, como en el marco de las acciones de campo con personas participantes, además de establecer la obligatoriedad de formaciones regulares y de calidad en el tema para todo el personal. 3. El proyecto debe formular un mecanismo de quejas los suficientemente claro, rápido y transparente para que el personal, así como las personas beneficiarias, puedan denunciar sobre el tema de acoso, explotación y abuso de manera rápida y efectiva, con una respuesta en las mismas condiciones. Este mecanismo debe ser inclusivo y difundido d manera regular por todas las vías presentes en cada área de influencia del proyecto. 		
---	--	--